

BULLETIN OFFICIEL DES IMPÔTS

N° 4 DU 19 JANVIER 2012

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

5 A-1-12

INSTRUCTION DU 2 JANVIER 2012

DISPOSITIONS COMMUNES AUX IMPÔTS DIRECTS.
DECLARATIONS DIVERSES.
DECLARATION DES OPERATIONS SUR VALEURS MOBILIERES.

NOR : BCR Z 12 00002 J

Bureau GF-1A

PRESENTATION GENERALE

Les opérations sur valeurs mobilières et les revenus de capitaux mobiliers font l'objet d'une déclaration récapitulative annuelle (article 242 *ter* du CGI) dénommée Imprimé Fiscal Unique (IFU). Lorsqu'un bénéficiaire effectif a son domicile fiscal hors de France dans un autre État membre de la Communauté européenne, il doit être joint à cette déclaration un état des intérêts de créances de toute nature et produits assimilés dénommé état « directive ».

La déclaration IFU et l'état « directive » sont **normalisés**. L'administration autorise toutefois les déclarants à déposer la déclaration IFU et l'état « directive » sur des formulaires édités par leurs soins au moyen de procédés informatiques (imprimantes laser notamment). Les conditions de délivrance de cet agrément sont présentées dans le BOI 13 K-3-07.

Cette instruction présente les modalités déclaratives des opérations sur valeurs mobilières et revenus de capitaux mobiliers. **Les nouveautés sont signalées par un trait dans la marge.**

•

- 1 -

19 janvier 2012

3 507004 P - C.P. n° 817 A.D. du 7-1-1975

B.O.I.

Version imprimée: I.S.S.N. 0982 801 X

Direction générale des finances publiques

Version en ligne : I.S.S.N. 2105 2425

Directeur de publication : Philippe PARINI

Responsable de rédaction : Toussaint CENDRIER

Impression : S.D.N.C.

Rédaction : CDFiP

82, rue du Maréchal Lyautey – BP 3045 – 78103 Saint-Germain-en-Laye cedex

17, Bd du Mont d'Est – 93192 Noisy-le-Grand cedex

SOMMAIRE

CHAPITRE PREMIER : GENERALITES	1
Section 1 : Définition des déclarants	1
Sous-section 1 : Principes	1
Sous-section 2 : Cas particuliers	4
Sous-section 3 : Identification du déclarant	6
Section 2 : Modalités générales de souscription de la déclaration IFU et de l'état « directive »	9
Sous-Section 1 : Principe d'une déclaration par bénéficiaire	10
Sous-Section 2 : Monnaie de souscription de la déclaration IFU et de l'état « directive »	25
Sous-Section 3 : Langue de souscription de la déclaration IFU et de l'état « directive »	27
Sous-Section 4 : Période couverte par la déclaration IFU et de l'état « directive »	28
Sous-Section 5 : Modalités de dépôt de la déclaration IFU et de l'état « directive »	30
Sous-Section 6 : Sanctions	41
Section 3 : Présentation générale de l'imprimé 2561 ter à remettre au bénéficiaire	51
CHAPITRE DEUXIEME : CONTENU DETAILLE DU FEUILLET N° 2561	52
Section 1 : Désignation du bénéficiaire et compléments d'identification	54
Sous-Section 1 : Mentions spécifiques aux opérations effectuées par le bénéficiaire	57
Sous-Section 2 : Mentions spécifiques aux opérations pour compte de tiers	68
Section 2 : Informations générales	69
Section 3 : Nature des opérations ou revenus à déclarer	70
Sous-Section 1 : Montant du crédit d'impôt	70
Sous-Section 2 : Cessions de valeurs mobilières	72
Sous-Section 3 : Créances, dépôts, cautionnements et comptes courants	74
Sous-Section 4 : Montant brut des revenus imposables à déclarer	77
Sous-Section 5 : Produits de contrats de capitalisation et d'assurance-vie ouvrant droit à l'abattement prévu à l'article 125-0 A du CGI	94

Sous-Section 6 : Plan d'épargne en actions (PEA)	98
Sous-Section 7 : Plan d'épargne populaire (PEP)	110
Sous-Section 8 : Epargne retraite	118
Sous-Section 9 : Revenus soumis à prélèvement libératoire	120
Sous-Section 10 : Produits pour lesquels les prélèvements sociaux ont déjà été appliqués)	127
Sous-Section 11 : Cas particuliers	132
CHAPITRE TROISIEME : CONTENU DETAILLE DU FEUILLET N° 2561 BIS	136
Section 1 : Marchés à terme, fonds communs d'intervention sur les marchés à terme, bons d'option, marchés d'options négociables	138
Sous-section 1 : Marché à terme, bons d'option, marchés d'options négociables	139
Sous-section 2 : Fonds commun d'intervention sur les marchés à terme	147
Section 2 :Fonds communs de placement à risques (FCPR) et sociétés de capital-risque (SCR)	143
Sous-section 1 : FCPR	143
Sous-section 2 : SCR	147
Sous-section 3 : Produits pour lesquels les prélèvements sociaux ont déjà été appliqués (zone DQ)	150
Section 3 : Parts ou actions de « <i>carried interest</i> » des FCPR, des SCR et des autres entités d'investissement de capital-risque européennes	151
Section 4 : Fonds de placement immobilier (FPI)	155
Section 5 : Opérations en capital relatives aux bons de caisse, bons du Trésor et bons ou contrats de capitalisation ayant donné lieu à déclaration d'identité et de domicile fiscal	156
CHAPITRE QUATRIEME : CONTENU DETAILLE DU FEUILLET N° 2561 TER	158
Section 1 : Justificatif de crédit d'impôt (feuillelet 2561 ter « première partie »)	159
Section 2 : Informations à remettre au client (feuillelet 2561 ter « deuxième partie »)	160
CHAPITRE CINQUIEME : CONTENU DETAILLE DU FEUILLET N° 2561 QUATER	161
Section 1 : Mentions spécifiques aux opérations faites par le bénéficiaire	162
Section 2 : Informations générales	166
Section 3 : Revenus à déclarer	167

CHAPITRE PREMIER : GENERALITES

Section 1 : Définition des déclarants

Sous-Section 1 : Principes

A. DEFINITION DE L'ETABLISSEMENT PAYEUR

1. L'obligation déclarative incombe à l'établissement payeur (article 75 de l'annexe II au CGI). Par établissement payeur, on entend, selon le cas, le débiteur des revenus ou toute personne ou organisme qui assure le paiement ou qui tient le compte de personnes réalisant des opérations à déclarer portant sur des produits, gains ou valeurs visés aux articles 108 à 125-0 A et 125 A-III bis du CGI¹ ainsi que sur les profits réalisés sur les marchés à terme d'instruments financiers (MATIF), les marchés d'options négociables (MONEP), les bons d'option et les parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme (FCIMT), en application des articles 150 octies, 150 nonies, 150 decies et 150 undecies du CGI.

B. NATURE DES ETABLISSEMENTS PAYEURS TENUS DE SOUSCRIRE LA DECLARATION

2. Il s'agit le plus souvent :

- d'établissements de crédit ;
- de comptables publics ;
- de sociétés d'assurances sur la vie ou de capitalisation ;
- d'organismes auprès desquels sont ouverts des plans d'épargne populaire (PEP), des plans d'épargne en actions (PEA) ou des plans d'épargne retraite populaire (PERP).

3. La déclaration doit également être produite :

- par les sociétés pour leurs propres distributions ;
- par les sociétés de personnes ou assimilées relevant des articles 8, 8 bis, 8 ter, 8 quater et 8 quinquies du CGI pour les revenus mobiliers qu'elles encaissent et qui sont imposés directement au nom de leurs membres ;
- par les débiteurs pour les revenus de créances et produits assimilés ;
- par les sociétés de bourse ;
- par les intermédiaires tels que les notaires ou les syndicats de copropriété, par exemple ;
- par les gérants ou dépositaires des fonds communs de placement.

En effet, ces fonds communs de placement ordinaires sont tenus aux mêmes obligations que les établissements de crédit. Ils peuvent donc avoir à remplir les rubriques relatives aux revenus distribués (classés selon leur nature), au montant des cessions de valeurs mobilières ainsi que celles relatives aux MATIF ;

- par toute personne ayant encaissé des revenus pour le compte de tiers sans révéler au payeur l'identité du bénéficiaire réel des produits.

¹ A l'exception des jetons de présence qui sont portés sur les déclarations DADS, DAS 2, 2460 en application de l'article 240 du CGI.

Sous-Section 2 : Cas particuliers

4. - **Pour les déclarants à établissements multiples**, la déclaration doit être produite par le principal établissement, c'est-à-dire en principe par celui retenu pour le dépôt de la déclaration de résultat.

- **Pour les réseaux représentés par des établissements ayant une autonomie juridique et fiscale distincte**, le dépôt de la déclaration incombe normalement à chaque établissement. Mais, lorsque certaines gestions sont centralisées, par exemple à un niveau régional ou fédéral, la déclaration peut être confiée à l'établissement centralisateur pour toutes les opérations réalisées par un même client dans sa zone de compétence.

- **Pour les assureurs**, selon l'organisation choisie, le déclarant peut être soit la société, soit ses mandataires. Les opérations de paiement sur présentation de titres seront normalement assimilées à des paiements au guichet, sauf dans l'hypothèse où un compte a été ouvert chez le déclarant pour recevoir les produits.

- **Pour les fonds communs de placement**, une déclaration doit être faite en principe pour l'ensemble des opérations effectuées dans l'année civile pour un fonds déterminé. La désignation du payeur s'entend de l'identité du gérant, du dépositaire ou de l'établissement de crédit, payeur des revenus, complétée le cas échéant de la désignation du fonds.

5. Il est possible de regrouper sur un seul document les opérations courantes réalisées sur plusieurs fonds ayant le même gestionnaire ou dépositaire, voire d'y agréger les renseignements concernant les autres comptes détenus par le même titulaire dans l'établissement de crédit. Dans cette hypothèse, chaque fonds est considéré comme un compte pour l'indication du nombre de comptes centralisés sur le document (cf. chapitre troisième section 3).

Sous-section 3 : Identification du déclarant

6. Il est rappelé qu'on entend par **déclarant** l'établissement payeur, c'est-à-dire soit le débiteur des revenus, soit la personne qui assure le paiement des revenus au bénéficiaire. Il s'agit généralement du teneur du compte du bénéficiaire et, en cas de paiement des produits hors de France, de l'établissement qui effectue ce paiement.

En conséquence, la désignation du déclarant doit être rigoureusement celle qui a été déclarée pour l'inscription au répertoire SIRENE, en retenant la raison sociale (et non l'enseigne lorsque ces deux éléments coexistent). Elle doit comporter, comme le précise le 1° du I de l'article 49 E° de l'annexe III au CGI, l'identification complète du déclarant : nom et prénoms ou raison sociale, adresse complète et numéro SIRET.

7. Afin de permettre une bonne identification des déclarants, **le numéro SIRET doit toujours figurer sur la déclaration**. Il est rappelé que lorsqu'un mandataire établit la déclaration pour le compte d'un établissement payeur, le numéro SIRET qui y figure doit correspondre à celui de ce dernier.

Les tiers déclarants qui ne sont pas sirétisés par l'INSEE pourront faire figurer un numéro pseudo-siret, délivré par le service gestionnaire des finances publiques du lieu de localisation du tiers déclarant.

Remarque : Les utilisateurs des procédures magnétiques (TD-RCM et TD-DE) qui disposent de plusieurs centres de traitement veilleront à ce que l'identification du déclarant corresponde :

- pour les déclarants à établissements multiples, à l'établissement retenu pour la souscription de la déclaration de résultat ;

- pour les réseaux représentés par des établissements ayant une autonomie juridique et fiscale distincte, à celle de l'établissement ou à l'établissement centralisateur (voir sous-section 2 ci-dessus).

Il appartient au déclarant de regrouper l'ensemble des déclarations sur un même fichier.

8. En cas de nécessité, les déclarants sont invités à prendre contact avec l'établissement de services informatiques de Nevers pour les questions techniques (BP 709 - NEVERS CEDEX Tel : 0825 891 891). Ils peuvent poser leurs questions d'ordre fiscal à l'adresse suivante : tiersdeclarants@dgfip.finances.gouv.fr.

Section 2 :
Modalités générales de souscription de la déclaration IFU
et de l'état « directive »

9. D'une manière générale, sous réserve de la possibilité de rédiger deux déclarations pour les sociétés bénéficiaires ayant un exercice qui ne coïncide pas avec l'année civile² et des règles particulières applicables aux collectivités visées au 5 de l'article 206 du CGI³, il n'y a pas lieu de tenir compte, pour remplir les déclarations, de la fiscalité propre aux entreprises⁴ : les rubriques seront remplies comme si le bénéficiaire était une personne physique passible de l'impôt sur le revenu.

Sous-Section 1 :
Principe d'une déclaration par bénéficiaire

A. PRINCIPES

10. En application des dispositions combinées des articles 49 D à 49 G de l'annexe III au CGI, la déclaration IFU doit regrouper l'ensemble des opérations effectuées chez un même établissement payeur pour le compte d'un même client.

Lorsque le client est établi dans un État membre de la Communauté européenne, autre que la France, un état « directive » des intérêts payés doit être joint à cette déclaration en application des dispositions de l'article 49 I ter de l'annexe III au CGI.

L'état « directive » doit également être joint lorsque le client a son domicile fiscal à Aruba, aux ex-antilles néerlandaises, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man, aux Iles vierges britanniques et à Montserrat (pour plus de précisions, se reporter au BOI 5 I-3-05 n^{os} 130 à 133).

Remarque : Les dispositions concernant l'état « directive », prévues dans la présente instruction pour les bénéficiaires ayant leur domicile fiscal dans un État membre de la Communauté européenne, autre que la France, s'appliquent également aux bénéficiaires ayant leur domicile fiscal dans les territoires susvisés.

I. Présentation des déclarations

1. Déclaration IFU

11. Les déclarants doivent impérativement se conformer à ce formulaire administratif.

Afin de faciliter les obligations déclaratives des établissements payeurs, la déclaration normalisée comporte deux feuillets :

- **un premier feuillet n° 2561** (cf. modèle reproduit en annexe 1) qui comprend les opérations ou les produits les plus courants ;

- **un deuxième feuillet n° 2561 bis** (cf. modèle reproduit en annexe 2) qui comprend les opérations ou produits suivants : les sociétés de capital-risque ; les fonds communs de placement à risques ; les marchés à terme ; les bons d'option et les marchés d'options négociables ; les fonds communs d'intervention sur les marchés à terme ; les fonds de placement immobilier.

2. État « directive »

12. Lorsqu'un bénéficiaire effectif a son domicile fiscal hors de France dans un autre État membre de la Communauté européenne, les déclarants doivent **impérativement se conformer au** formulaire administratif n° **2561 quater** pour l'individualisation des intérêts de créances de toute nature et produits assimilés.

II. Principe d'unicité de déclaration par bénéficiaire

13. Conformément à ce principe d'unicité de déclaration, il convient d'établir pour chaque bénéficiaire :

- **un feuillet n° 2561** si celui-ci a réalisé des opérations ou est uniquement titulaire de revenus les plus courants, accompagné le cas échéant d'un feuillet n° 2561 quater si celui-ci a son domicile fiscal dans un État membre de la Communauté européenne autre que la France ;

² Se reporter au § 28

³ Se reporter au § 71.

⁴ Celle-ci intervient, bien entendu, le cas échéant, dans le montant des prélèvements applicables.

• **un feuillet n° 2561 bis** si celui-ci a réalisé uniquement des opérations sur les produits dérivés ou à risque et/ou sur des fonds placement immobilier, accompagné le cas échéant d'un feuillet n° 2561 quater si celui-ci a son domicile fiscal dans un État membre de la Communauté européenne autre que la France ;

• **une déclaration comportant les deux feuillets n° 2561 et n° 2561 bis**, si celui-ci est titulaire de revenus ou a réalisé des opérations qui figurent sur chacun de ces deux feuillets, accompagnée le cas échéant d'un feuillet n° 2561 quater si celui-ci a son domicile fiscal dans un État membre de la Communauté européenne autre que la France.

14. Pour faciliter les obligations déclaratives des bénéficiaires des revenus, les feuillets n° 2561 et n° 2561 bis mentionnent dans chacune des rubriques concernées, les renvois aux lignes correspondantes de la déclaration d'ensemble des revenus de 2011⁵. Il appartient aux déclarants de reprendre ces renvois sur le document qu'ils remettent à leurs clients.

B. CAS PARTICULIERS

I. Comptes personnels et professionnels

15. Les comptes personnels et professionnels sont déclarés séparément.

II. Filiales

16. Sur demande des sociétés intéressées, une déclaration particulière peut être établie pour les produits des filiales qui ne sont pas retenus pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés dû par la société mère.

III. Syndicats de copropriété

17. Les syndicats de copropriété sont autorisés à produire une déclaration unique au nom de la copropriété lorsque le montant imposable des revenus crédité sur le compte de cette dernière n'excède pas 600 €.

IV. Comptes pluri-titulaires (comptes joints, indivisions⁶)

18. Il appartient aux titulaires ou à leur représentant de faire connaître au payeur l'identité et les droits de chacun de façon à permettre l'établissement de documents séparés. A défaut de précisions, les titulaires seront réputés avoir des droits identiques.

Par exception à cette règle, les comptes joints entre époux⁷ font l'objet d'une déclaration IFU au nom du mari⁸, non regroupée avec celle qui concerne les opérations personnelles à ce dernier ; toutefois, des déclarations au nom de chacun des titulaires sont établies pour les périodes pour lesquelles les époux déclareront faire l'objet d'une imposition séparée.

Sur demande des intéressés, les renseignements relatifs au compte joint peuvent être regroupés avec les autres opérations effectuées au nom du mari.

A compter des revenus 2011, les époux ou partenaires de PACS sont soumis par principe à imposition commune pour l'ensemble de l'année au cours de laquelle ils se marient ou procèdent à la conclusion d'un PACS. Sur option, les époux ou partenaires de PACS peuvent choisir l'imposition distincte de leurs revenus perçus au titre de l'année du mariage ou de la conclusion du PACS.

L'établissement payeur peut établir :

- soit un IFU mentionnant les comptes joints et éventuellement les autres opérations effectuées au nom du mari,
- soit 2 IFU distincts mentionnant les revenus personnels de chacun ainsi que la quote-part revenant à chacun au titre des comptes joints. A défaut de justification de cette quote-part, les titulaires sont réputés avoir des droits identiques.
- soit 2 IFU distincts mentionnant les revenus personnels de chacun et 2 IFU distincts mentionnant la quote-part revenant à chacun au titre des comptes joints. A défaut de justification de cette quote-part, les titulaires sont réputés avoir des droits identiques

⁵ Les modèles 2561 et 2561 bis qui figurent en annexes 1 et 2 comportent ces renvois.

⁶ Ces dispositions ne s'appliquent pas aux comptes ouverts au nom de sociétés ou groupements de personnes représentés par un gérant ou syndic, telles que les associations ou copropriétés. En effet, les payeurs n'ont pas normalement à connaître l'identité de chacun des membres de la société exception faite des cas où le gestionnaire du compte établit les déclarations fiscales en lieu et place du syndic ou gérant.

⁷ Ou les autres placements conjoints lorsque le payeur aura connaissance du lien conjugal.

⁸ Cette exception ne s'applique pas aux états « directive ».

D'autre part et toujours à compter des revenus 2011, les époux ou partenaires de PACS sont soumis à une imposition distincte de leurs revenus pour l'ensemble de l'année au cours de laquelle ils divorcent ou procèdent à la dissolution de leur PACS.

L'imposition distincte porte sur les revenus personnels dont l'ancien époux ou ancien partenaire de PACS a disposé pendant l'année du divorce ou de la dissolution du PACS et sur la quote-part leur revenant au titre des comptes joints.

A défaut de justification de cette quote-part, les titulaires sont réputés avoir des droits identiques.

V. Comptes d'épargne à long terme (CELT) Participation des salariés aux résultats de l'entreprise Plans d'épargne salariale d'entreprise (PEE, PERCO)

19. Il s'agit de comptes pour lesquels la capitalisation entraîne l'exonération de l'impôt sur le revenu.

Les organismes gestionnaires sont dispensés d'obligation déclarative pour les produits exonérés en raison du respect des règles d'indisponibilité.

Une déclaration devra être établie en cas de survenance d'un événement rendant les produits imposables. Cette déclaration ne fera pas mention du crédit d'impôt dans la mesure où celui-ci a déjà fait l'objet d'un remboursement au nom de l'organisme gestionnaire. En l'absence de certificat, ce crédit d'impôt ne peut en aucun cas être reporté **zone AJ** du feuillet 2561. En revanche, le revenu imposable sera calculé en tenant compte de ce crédit d'impôt.

Les articles 81 bis et 82 de l'annexe II et 41 T de l'annexe III au CGI précisent les modalités de restitution des crédits d'impôt attachés à ces produits.

VI. Revenus dépendant de successions indivises

20. Dans le cas des revenus provenant de successions, chaque héritier doit être regardé comme ayant disposé de sa part, non pas au moment du partage, mais dès l'année où la succession a été créditée de ces revenus, dès lors qu'il n'est pas allégué qu'un obstacle juridique ou autre l'a empêché d'en disposer effectivement. Il en découle que les établissements payeurs doivent établir une déclaration pour chaque héritier.

Mais lorsque le défunt est titulaire d'un compte, les établissements payeurs peuvent éprouver des difficultés pour se faire indiquer les droits des héritiers.

21. Il a donc été décidé, en ce qui concerne **les revenus crédités en compte durant l'année du décès** (et sous réserve que le montant imposable des revenus mobiliers crédités n'excède pas 600 €), de limiter l'obligation des établissements payeurs à la production, dans le délai légal, d'un relevé global au nom de la succession lorsque la dévolution n'est pas connue lors de la rédaction du relevé. Dans la mesure du possible, les déclarants doivent compléter le relevé produit de tous les renseignements dont ils ont connaissance (nom et adresse d'un ou des héritiers, désignation du notaire chargé de liquider la succession) de nature à faciliter l'information des services fiscaux. Cette tolérance n'est pas applicable aux états « directive » qui doivent être souscrits comme ci-dessous sans tenir compte des montants crédités au nom de la succession.

22. Lorsque les sommes imposables créditées au nom de la succession au titre de l'année du décès dépassent 600 €, les établissements disposent d'un délai expirant le 31 décembre de l'année suivant celle du décès du titulaire du compte pour établir les déclarations individuelles au nom de chacun des intéressés. Il est entendu que, pour éviter toute erreur de classement, les relevés ainsi produits doivent faire l'objet de liasses distinctes par année de référence, chaque liasse étant transmise sous un bordereau d'envoi spécial.

23. Si, à l'expiration de ce délai, **les droits des héritiers n'ont pas encore été définis**, la situation est réglée selon le processus suivant :

1) un notaire est chargé du règlement de la succession : cet officier ministériel est considéré comme gestionnaire du compte et une déclaration IFU « pour compte de tiers » et un état « directive » peuvent être établis à son nom pour les sommes dont la succession a été créditée ;

2) si un héritier s'est manifesté, notamment en passant des ordres pour la tenue du compte, il est procédé à l'égard de cet héritier de la même façon que vis-à-vis du notaire dans le cas précédent ;

3) si aucun héritier n'a passé d'ordre ou ne s'est occupé de la gestion du compte, un relevé collectif est établi au nom de la succession.

Dans les deux premiers cas ci-dessus, il appartient à la direction des services fiscaux (ou direction départementale des finances publiques) dont dépend l'étude du notaire ou le domicile de l'héritier d'inviter le tiers désigné à procéder à la régularisation du relevé collectif.

24. Quant aux déclarations afférentes aux années postérieures à celles du décès, elles peuvent, quel que soit le montant des revenus crédités, être libellées au nom de la succession si l'établissement payeur n'a pu déterminer les droits de chaque héritier dans l'indivision à la date normale de production.

**Sous-Section 2 :
Monnaie de souscription de la déclaration IFU et de l'état « directive »**

A. PRINCIPES

25. L'imprimé fiscal unique (feuilles 2561, 2561 bis et 2561 ter) et l'état « directive » sont souscrits en **euros**. Dans le cas où certaines sommes seraient payées en devises, elles devront être converties en euros d'après le cours au jour du paiement du revenu considéré.

B. REGLES D'ARRONDISSEMENT

26. En application de l'article 26 de la loi n° 98-546 du 2 juillet 1998 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF), une règle unique a été mise en place pour l'ensemble des impôts. La base imposable et le montant de l'impôt sont arrondis à l'euro le plus proche.

Les bases et cotisations inférieures à 0,50 euro sont négligées et celles égales ou supérieures à 0,50 euro sont comptées pour un euro.

Cette disposition législative s'applique à la déclaration IFU mais pas à l'état « directive » dont les montants sont arrondis à l'unité inférieure (les montants inférieurs à 1 euro sont négligés).

**Sous-Section 3 :
Langue de souscription de la déclaration IFU et de l'état « directive »**

27. Les lettres à utiliser pour compléter les zones alphanumériques sont **uniquement** celles de l'alphabet français. En conséquence, il convient lorsque des caractères, autres que ceux de l'alphabet français, apparaissent sur les documents remis par le client pour justifier de ses éléments d'identification et d'adresse de les remplacer par la lettre de l'alphabet français la plus approchante.

Attention : la lettre « ß » utilisée dans l'alphabet allemand doit être remplacée par « ss ».

**Sous-Section 4 :
Période couverte par la déclaration IFU et l'état « directive »**

A. PRINCIPE

28. Conformément aux dispositions des articles 49 D et 49 I ter de l'annexe III au CGI, la déclaration et l'état « directive » doivent regrouper l'ensemble des opérations effectuées au cours de l'**année civile** précédant l'année de déclaration des opérations.

B. CAS PARTICULIER

29. Dans certains cas exceptionnels où le bénéficiaire change de statut fiscal (divorce, mariage, transfert du domicile hors de France) ou dans le cas où le bénéficiaire est une société ayant un exercice comptable ne coïncidant pas avec l'année civile, deux déclarations IFU peuvent alors être établies pour un même bénéficiaire.

Les zones AQ (feuille 2561) et/ou DC (feuille 2561 bis) permettent d'indiquer la période de référence de chaque déclaration.

**Sous-Section 5 :
Modalités de dépôt de la déclaration IFU et de l'état « directive »**

30. Il est satisfait aux obligations résultant des articles 49 D à 49 G et 49 I ter de l'annexe III au CGI soit par la transmission d'un fichier, soit par l'envoi de **formulaires papier normalisés**.

A. DEPOT D'UN FICHER INFORMATISE

I. Utilisation du support informatique

31. Les caractéristiques du support informatique sont définies dans les cahiers des charges relatifs aux procédures TD-RCM et TD-DE.

Les cahiers des charges de l'année en cours sont disponibles sur INTERNET, à l'adresse suivante : <http://www.impots.gouv.fr> Rubriques : Professionnels/Accès spécialisés/Tiers déclarants.

32. La déclaration récapitulative des opérations sur valeurs mobilières est obligatoirement transmise à l'administration fiscale sur support informatique par le déclarant qui a souscrit :

- au moins **100 déclarations** IFU au cours de l'année précédente (article 242 ter du CGI) ;

- ou une ou plusieurs déclarations au titre de l'année précédente pour un **montant global de revenus** tels que définis au 1 de l'article 242 ter du CGI **égal ou supérieur à 15 000 €** (article 27 de la loi de finances rectificative pour 2009, n° 2009-1674 du 30 décembre 2009).

II. Lieu de dépôt

33. Les utilisateurs de la procédure TD-RCM peuvent adresser les supports informatiques des déclarations de revenus de capitaux mobiliers (CD-ROM ou DVD) et des états « directive » (CD-ROM ou DVD) regroupant toutes les opérations réalisées au cours de l'année civile précédente au **Centre de Services Informatiques de Nevers** qui accusera réception. Ces modalités d'envoi sont précisées dans les cahiers des charges des procédures TD-RCM et TD-DE.

Depuis les revenus 2009, les fichiers TD-RCM peuvent être adressés par réseau au centre de services informatiques de Nevers via l'application TELE-TD. Ce service permet d'envoyer via Internet les données fiscales requises, de sécuriser par chiffrement l'acheminement de ces données et de se voir délivrer un accusé de dépôt immédiatement après envoi.

L'accès à TELE-TD est disponible depuis l'espace Tiers déclarants sur le site impots.gouv.fr (professionnels /accès spécialisés / tiers déclarants/ Services en ligne > Accès à la transmission par l'internet des fichiers TD-Bilatéral). Après connexion au service, l'authentification se fait à l'aide du compte (identifiant et mot de passe) qui a été fourni préalablement par courrier à tous les utilisateurs de la procédure TD/RCM.

Dans le cadre de la procédure TELE-TD, le bordereau d'envoi est également dématérialisé. Il est saisi en ligne préalablement à la transmission du fichier TD-RCM et doit être établi au nom de l'émetteur du fichier, ce qui permet aux organismes verseurs déclarants pour lesquels l'émetteur TELE-TD transmet une déclaration de ne plus avoir recours au certificat d'authentification.

B. DEPOT SUR FORMULAIRE

I. Utilisation de la déclaration

34. Les déclarants qui n'utilisent pas la procédure TD-RCM et TD-DE peuvent saisir leur déclaration en ligne via l'application TELE-TD (15 bénéficiaires maximum) ou sur support papier.

La connexion à l'application TELE-TD s'effectue avec les identifiants transmis aux déposants de la déclaration de revenus de capitaux mobiliers 2009 selon les modalités exposées au n° 33. Les utilisateurs bénéficieront d'un accusé de réception de leur déclaration et disposeront d'une copie dématérialisée à destination de leurs clients.

Dans le cas de l'utilisation d'un support papier, les déclarants doivent **obligatoirement utiliser les formulaires normalisés**. En conséquence, la tolérance administrative qui figure dans l'instruction du 26 janvier 1998 (BOI 5 A-1-98) est rapportée.

35. Il est rappelé que cette déclaration se compose désormais de **deux feuillets (n° 2561 et 2561 bis de la nomenclature administrative)** dont les modèles figurent en annexes 1 et 2. Selon le type de produits gérés par le déclarant, un feuillet n° 2561 et/ou un feuillet n° 2561 bis doit être établi.

36. Il doit être joint à cette déclaration, le cas échéant, un état des intérêts de créances de toute nature et produits assimilés qui se présente sous la forme du feuillet n° 2561 quater dont le modèle figure en annexe 4.

37. L'administration autorise les déclarants à déposer les feuillets n° 2561, 2561 bis et 2561 quater sur des imprimés édités au moyen d'imprimante laser (BOI 13 K-3-07).

II. Lieu de dépôt

38. Les déclarants « papier » doivent adresser la déclaration (feuillets n° 2561 et/ou 2561 bis) et l'état « directive » au service des tiers déclarants désigné en annexe 5.

39. Dès lors que pour un même bénéficiaire, un feuillet n° 2561 et un feuillet n° 2561 bis, ou un feuillet n° 2561 et un feuillet n° 2561 quater, ou un feuillet n° 2561 bis et un feuillet n° 2561 quater, un feuillet n° 2561 et un feuillet n° 2561 bis et un feuillet n° 2561 quater seront établis, le déclarant devra les déposer ensemble afin de respecter le principe d'unicité de déclaration pour un même bénéficiaire.

C. DATE DE LA DECLARATION

40. La déclaration IFU et l'état « directive » des opérations réalisées au cours d'une année civile doivent être produits au plus tard le 15 février de l'année suivante. L'administration fiscale intégrera les revenus de capitaux mobiliers sur la déclaration préremplie de revenus pour 2012 (revenus perçus en 2011). Tout retard par rapport à l'échéance légale devra être porté à la connaissance de l'administration fiscale, y compris en cas de force majeure.

Sous-Section 6 : Sanctions

A. DEFAULT DE DECLARATION (ARTICLE 1736 DU CGI)

41. Conformément aux dispositions du 1 du I de l'article 1736 du CGI, le défaut de souscription de la déclaration prévue par le 1 de l'article 242 ter du CGI entraîne l'application d'une amende égale à 50 % des sommes non déclarées.

Toutefois, l'amende n'est pas applicable, en cas de première infraction commise au cours de l'année civile et des trois années précédentes, lorsque la déclaration est déposée, soit spontanément, soit à la première demande de l'administration, avant la fin de l'année au cours de laquelle elle devait être souscrite.

B. DECLARATION TARDIVE (ARTICLE 1729 B DU CGI)

42. La production tardive de la déclaration prévue par le 1 de l'article 242 ter du CGI entraîne l'application de l'amende de 150 € prévue par le 1 de l'article 1729 B du CGI.

Toutefois, l'amende n'est pas applicable, en cas de première infraction commise au cours de l'année civile en cours et des trois années précédentes, lorsque l'intéressé a déposé la déclaration, soit spontanément, soit dans les trente jours suivant la demande de l'administration.

C. OMISSIONS OU INEXACTITUDES DANS LES DECLARATIONS SOUSCRITES (ARTICLE 1736 DU CGI)

I. Omissions ou inexactitudes portant sur les sommes à déclarer

1. Cas général

43. Lorsqu'une somme qui aurait dû être déclarée en vertu du 1 de l'article 242 ter du CGI ne l'a pas été ou ne l'a été que partiellement, la personne à laquelle incombe l'obligation déclarative est redevable d'une amende égale à 50 % du montant des sommes non déclarées.

Toutefois, l'amende n'est pas applicable, en cas de première infraction commise au cours de l'année civile et des trois années précédentes, lorsque l'omission ou l'inexactitude a été réparée, soit spontanément, soit à la première demande de l'administration, avant la fin de l'année au cours de laquelle la déclaration devait être souscrite.

2. Revenus distribués déclarés à tort comme non éligibles à l'abattement de 40 %

44. En application du 2 du I de l'article 1736 du CGI, l'amende de 50 % est plafonnée à 750 € par déclaration lorsque des revenus distribués sont déclarés à tort comme non éligibles à l'abattement de 40 % mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du CGI (Cf. § 139 à 145 du BOI 5 I-2-05 sur les décharges de responsabilité et le cas particulier des dépositaires des actifs des OPCVM ou sociétés assimilées).

3. Informations omises ou erronées sur l'état « directive »

45. Conformément aux dispositions du 4 du I de l'article 1736 du CGI, les établissements payeurs qui ne respectent pas l'obligation d'individualisation des intérêts « directive » ou qui font une déclaration insuffisante des sommes en cause sont sanctionnés par une amende fiscale forfaitaire de 150 € par information omise ou erronée, dans la limite de 500 € par déclaration.

Cette amende n'est pas applicable pour les infractions commises sur la base d'informations erronées fournies à l'établissement payeur par les OPCVM ou entités assimilées susceptibles d'entrer dans le champ d'application de la directive « épargne ».

II. Autres omissions ou inexactitudes

46. En application du 2 de l'article 1729 B du CGI, les omissions ou inexactitudes, autres que celles mentionnées au I ci-dessus, relevées dans les documents (adresse ou identité du bénéficiaire, référence des comptes concernés, etc ...) sont sanctionnées par une amende de 15 € par omission ou inexactitude. Le total des amendes applicables aux documents devant être produits simultanément est au minimum de 60 € et au maximum de 10 000 €.

47. Cependant, l'amende encourue n'est pas appliquée :

- lorsque l'infraction est la première commise au cours de l'année civile en cours et des trois années précédentes et qu'elle est réparée soit spontanément, soit dans les trente jours suivant une demande de l'administration ;

- en cas de force majeure.

Précisions :

- S'agissant de la reprise sur l'état « directive » des éléments mentionnés sur l'IFU (IV de l'article 49 I ter de l'annexe II au CGI), la pénalité encourue n'est appliquée qu'une fois en cas de manquement à la fois sur l'IFU et sur l'état « directive » ;

- Dans le cadre des procédures TD-RCM et TD-DE, les cahiers de charges prévoient des anomalies. Certaines sont bloquantes dès la première anomalie constatée, d'autres ne deviennent bloquantes qu'au-delà d'un certain seuil, enfin d'autres sont non bloquantes. Toutefois, dans tous les cas, l'application de la sanction prévue à l'article 1729 B du CGI n'est pas subordonnée au rejet ou à l'acceptation du fichier.

D. RETARD ET INSUFFISANCE DE DECLARATION (ARTICLES 1729 B ET 1736 DU CGI)

48. Lorsqu'une même déclaration est déposée tardivement et comporte en outre des omissions ou inexactitudes, l'amende de 150 € prévue par le 1 de l'article 1729 B du CGI due au titre du retard se cumule avec l'amende de 50 % prévue par l'article 1736 du CGI due à raison des inexactitudes ou omissions, sous réserve de l'application des mesures de tempérament prévues pour chacune de ces amendes.

E. NON-RESPECT DE L'OBLIGATION DE TRANSMISSION PAR PROCÉDE INFORMATIQUE DE LA DECLARATION ET DE L'ETAT « DIRECTIVE » (ARTICLE 1738 DU CGI)

49. La déclaration IFU et l'état « directive » sont obligatoirement transmis à l'administration fiscale selon un procédé informatique (respectivement selon la procédure TD-RCM et la procédure TD-DE) par le déclarant qui a souscrit au moins cent déclarations IFU au cours de l'année précédente ou une ou plusieurs déclarations IFU au titre de cette même année pour un montant global de revenus d'au moins 15 000 € (CGI, art. 242 ter). La transmission effectuée en méconnaissance de cette obligation donne lieu à l'application d'une amende de 15 € par déclaration transmise par un autre procédé que celui requis.

50. Précision : cette amende est applicable à une déclaration déposée partiellement sur support magnétique (exemple d'un dépôt de l'IFU suivant la procédure TD-RCM et d'un dépôt sur support papier de l'état « directive ») mais ne sera appliquée qu'une seule fois si toute la déclaration (feuilles n°2561 et/ou 2561 bis concernant l'IFU et n°2561 quater concernant l'état « directive ») est déposée sur support papier.

Un dépôt effectué via l'application TELE-TD tant pour la transmission d'un fichier que pour la saisie en ligne de la déclaration est conforme à l'exigence de transmission par procédé informatique.

Section 3 :

Présentation générale de l'imprimé 2561 ter à remettre au bénéficiaire

51. Le 1 de l'article 242 ter du CGI précise qu'un double de la déclaration envoyée à l'administration doit être remis au client par le déclarant sur support papier ou sous format dématérialisé. Ce document a pour objet de permettre au bénéficiaire des revenus de rédiger la déclaration d'ensemble de ses revenus (article 49 I de l'annexe III au CGI) et sert de certificat de crédit d'impôt (articles 77 et 78 de l'annexe II au CGI). Ce document doit être joint à la déclaration de revenus, sauf en cas de télédéclaration où il doit être simplement conservé par le bénéficiaire.

**CHAPITRE DEUXIEME :
CONTENU DETAILLE DU FEUILLET N° 2561**

52. Le feuillet n° 2561 ne comprenant que les opérations ou produits les plus courants est reproduit en annexe 1.

53. Les utilisateurs de la procédure TD-RCM se reporteront au cahier des charges pour connaître les modalités de saisie des zones correspondantes.

Section 1 :

Désignation du bénéficiaire et compléments d'identification

54. La désignation du bénéficiaire, du souscripteur ou du cocontractant et les compléments d'identification sont prévus au 3° du I de l'article 49 E de l'annexe III au CGI.

55. En vertu des dispositions du premier alinéa de l'article 57 de l'annexe II au CGI, toute personne ou société qui fait profession de payer des intérêts, dividendes, revenus et autres produits de valeurs mobilières ou dont la profession comporte à titre accessoire des opérations de cette nature est tenue, lors du paiement des revenus ou de l'ouverture d'un compte, d'exiger du requérant la justification de son identité et l'indication de son domicile réel.

Par ailleurs, en application de l'article 76 de l'annexe II au CGI, les établissements payeurs sont tenus d'exiger des bénéficiaires de revenus, des présentateurs ou des vendeurs, la justification de leur identité, notamment de leurs date et lieu de naissance s'il s'agit de personnes physiques, ainsi que de leur domicile réel ou siège social⁹.

56. L'identité et l'adresse des bénéficiaires des revenus sont valablement établies à l'égard du payeur par la production de l'un des documents visés à l'article 13 de l'annexe IV au CGI.

Sous-Section 1 :

Mentions spécifiques aux opérations effectuées par le bénéficiaire

57. La **zone AB** « Bénéficiaire » du feuillet 2561 (ou **zone DB** du feuillet 2561 bis) sera servie de la lettre B et l'identité de ce dernier¹⁰ portée sur la déclaration non seulement si l'opération ou les opérations déclarées sont effectuées par le bénéficiaire des revenus à déclarer, mais également si le présentateur, ayant déclaré n'être pas bénéficiaire, a justifié de l'état civil et de l'adresse de ce dernier. Dans ce cas, l'identité et l'adresse du présentateur seront conservées dans les documents internes du déclarant pour pouvoir être présentées, en cas de besoin, aux services fiscaux.

A. NOM ET ADRESSE DU BENEFICIAIRE

58. Remarque préalable : le bénéficiaire doit être clairement identifié soit comme une personne morale, soit comme une personne physique.

I. Pour les personnes physiques

1. Nom du bénéficiaire

59. Il s'agit du nom de naissance (**zone ZC ou XC** du feuillet 2561 bis) et du(des) prénom(s) (**zone ZD ou XD** du feuillet 2561 bis) du bénéficiaire.

En aucun cas, le nom d'usage ne devra être substitué au nom de naissance sur la déclaration adressée à l'administration.

Il en est de même pour les noms composés, la zone ne doit pas être renseignée par le nom d'usage.

L'identité à retenir est celle du client titulaire de la créance ou du compte générateur des revenus, et non celle du titulaire du compte sur lequel les produits sont versés.

- Femmes mariées.

La femme n'est pas tenue de donner son nom marital. Mais, si l'établissement payeur détient cette information, il peut la fournir à l'administration **zone CT** « nom marital » ou **zone DI** du 2561 bis.

- Compte joint entre époux.

⁹ Notamment, la communication de l'identité et du domicile réel par le contribuable à l'établissement payeur de la perception des intérêts est nécessaire pour qu'il puisse se prévaloir de la levée de l'anonymat (art. 57 de l'annexe II au CGI).

¹⁰ Nom et prénoms dans l'ordre d'état civil.

La déclaration est normalement établie au nom du mari.

Pour faciliter l'envoi du justificatif remis au client, le nom du mari pourra être précédé, sur le feuillet 2561 ter, de la mention « M. ou Mme ». **La mention « M. ou Mme » ne doit en aucun cas figurer sur les feuillets 2561 et 2561 bis.**

Sur demande des intéressés, les renseignements relatifs au compte joint peuvent être regroupés avec les autres opérations effectuées au nom du mari.

- Démembrement de propriété.

La déclaration est établie au nom de l'usufruitier pour le revenu et du nu-proprétaire pour les opérations en capital.

2. Adresse

60. L'adresse du bénéficiaire portée sur la déclaration récapitulative doit être obligatoirement celle du dernier domicile connu au 1^{er} janvier de l'année de souscription de la déclaration IFU.

Si le bénéficiaire a changé de domicile en cours d'année, c'est le domicile au 31 décembre de l'année des revenus qui doit être indiqué. Il est interdit de générer deux déclarations IFU, l'une à l'ancienne adresse, l'autre à la nouvelle.

Elle doit être présentée selon l'ordre suivant qui correspond aux normes postales :

- **Zone ZF ou zone XF du 2561 bis** : complément d'adresse (bâtiment, escalier, appartement, etc.) ;
- **Zone ZG ou zone XG du 2561 bis** : numéro dans la voie et indice de répétition (bis, ter, quater...) ;
- **Zone ZH ou zone XH du 2561 bis** : nature et nom de la voie ;
- **Zone ZI ou zone XI du 2561 bis** : commune ;
- **Zone ZJ ou XJ du 2561 bis** : code postal.

II. Pour les personnes morales

1. Désignation

61. Il s'agit de la raison sociale (**Zone ZE ou XE du 2561 bis**) et du n° SIRET (**Zone CU ou zone FF du 2561 bis**).

2. Adresse

62. Il s'agit de l'adresse du siège social ou du principal établissement au 1er janvier de l'année de souscription de l'IFU.

Elle doit être présentée selon l'ordre qui correspond aux normes postales.

B. COMPLEMENTS D'IDENTIFICATION

I. Pour les personnes physiques

63. L'identification d'une personne physique ne peut être exacte que si la date et le lieu de naissance sont fournis avec précision.

L'indication de la date de naissance est obligatoire (année, mois, jour) pour les personnes physiques et doit être portée **zone AC ou zone DE du 2561 bis**.

64. Pour une naissance en France, le département de naissance doit être indiqué sous forme codée (**code du département : zone AF ou zone DH du 2561 bis**). Le libellé de commune doit être fourni **zone AE ou zone DG du 2561 bis**.

65. Pour les personnes nées hors de France ou dans les pays et territoires français d'outre-mer (PTOM), le code INSEE du pays ou du PTOM doit être fourni ; à défaut, il convient d'indiquer le libellé du pays ou du PTOM dans la zone libellé de la commune de naissance (**zone AE**).

66. Lorsque l'établissement de crédit prend en charge la rédaction de la déclaration à la place du payeur réel (par exemple paiement direct de titres en nominatif pur), il appartient à ce dernier de fournir au déclarant tous les renseignements utiles sur l'identification du bénéficiaire.

II. Pour les personnes morales

67. Pour les mêmes motifs, il convient de demander aux entreprises ou collectivités leur numéro d'inscription au répertoire SIRENE. Lorsque les tiers déclarants ne sont pas sirétisés par l'INSEE, il convient de mentionner le numéro pseudo-SIRET délivré par la DGFIP.

En ce qui concerne les personnes morales et les entreprises, il convient de porter obligatoirement **zone CU ou zone FF du 2561 bis** leur numéro SIRET ou pseudo-SIRET.

Sous-Section 2 : Mentions spécifiques aux opérations pour compte de tiers

68. Si le présentateur déclare agir pour compte de tiers sans donner l'identité de ce dernier, ce sont ses propres identité et adresse qui sont reportées sur la déclaration, la **zone AB ou zone DB** du 2561 bis « Code bénéficiaire » étant alors servie de la lettre T.

Si le présentateur effectue également des opérations pour son propre compte, elles font l'objet d'une déclaration distincte (**zone AB** ou zone DB du 2561 bis « Code bénéficiaire » servi de la lettre B).

Le présentateur est lui-même tenu à l'obligation de déclaration du paiement de revenus de capitaux mobiliers au tiers pour le compte duquel il déclare avoir agi. Les rubriques relatives aux revenus et au crédit d'impôt sont normalement établies comme si le bénéficiaire était une personne physique ayant le même domicile que le présentateur. Il sera toutefois admis que le montant net payé **par catégorie de revenus** soit substitué au détail des renseignements.

Section 2 : Informations générales

69. Les renseignements relatifs à l'identification du déclarant sont complétés de la nature des opérations centralisées sur le feuillet 2561 :

- la **zone AG** ou zone GA du 2561 bis « Guichet » est servie pour toutes les opérations de paiement non retracées dans un compte ouvert chez le déclarant au nom du client (il s'agira principalement d'opérations de paiement au guichet de coupons ou d'opérations sur bons de caisse au porteur et titres assimilés) ;

- la **zone AI** ou zone GC du 2561 bis « Référence du compte ou numéro du contrat » porte, soit le numéro du compte y compris la clé (compte unique), soit le numéro du compte principal, soit la racine commune à l'ensemble des comptes du client dans l'établissement déclarant lorsque tous les comptes sont centralisés, soit le numéro du compte de regroupement ou encore la nature du compte pour les opérations faisant l'objet d'une déclaration séparée (ex : participation des salariés aux résultats de l'entreprise).

Si le déclarant est une compagnie d'assurance, c'est le numéro du contrat du client qui devra être porté dans cette zone.

Si le bénéficiaire dispose de plusieurs contrats, porter le numéro du contrat le plus ancien en zone AI et la valeur 2 en zone AH « nature du compte ou du contrat » ; à défaut, le numéro de client sera accepté ;

- la **zone AH ou zone GB du 2561 bis** porte le code correspondant à la « nature du compte ». C'est-à-dire :

1 pour les comptes bancaires ;

2 pour les contrats d'assurance ;

3 autres.

- la **zone BR** ou zone DS du 2561 bis porte le code correspondant au « type de compte ». C'est-à-dire :

1 pour le compte simple ;

2 pour le compte joint entre époux ;

3 pour le compte collectif ;

4 en cas d'indivision ;

5 en cas de succession ;

6 autres cas.

Section 3 :
Nature des opérations ou revenus à déclarer

**Sous-Section 1 :
Montant du crédit d'impôt**

70. La zone AJ doit être remplie lorsque le bénéficiaire, domicilié en France, a perçu des revenus ayant supporté une retenue à la source sur :

- les produits des obligations, des titres participatifs et des autres titres d'emprunt négociables mentionnés au 1° de l'article 118 du CGI et s'ils ont été émis avant le 1^{er} janvier 1987¹¹ ;

- les lots et les primes de remboursement mentionnés au 2° de l'article 118 et au I de 238 septies B du CGI et attachés aux titres ci-dessus ;

- les produits des bons de caisse, à l'exception de ceux émis par des établissements de crédit pour lesquels le bénéficiaire, personne physique domiciliée en France, a opté pour le prélèvement libératoire¹³.

La zone AA doit être remplie lorsque le bénéficiaire, domicilié en France, a perçu des revenus ayant supporté une retenue à la source sur :

- les revenus de valeurs mobilières étrangères lorsqu'ils proviennent de titres émis dans un État ayant conclu avec la France un accord prévoyant l'imputation de l'impôt retenu à l'étranger sur l'impôt français¹².

Le montant porté dans la zone AJ ou AA doit correspondre aux crédits d'impôt attachés aux revenus figurant sur le modèle de déclaration, sous les rubriques « Montant brut des revenus imposables à déclarer » et/ou « Créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ».

La somme doit être indiquée en euros (arrondie à l'euro le plus proche).

71. Cas particulier lorsque le bénéficiaire des revenus est une collectivité visée au 5 de l'article 206 du CGI : l'exemption d'impôt sur les sociétés des dividendes de sociétés françaises ainsi que des revenus donnant ouverture au paiement de la retenue à la source a pour contrepartie de faire obstacle à l'imputation des crédits d'impôt représentés par la retenue à la source. Les collectivités visées au 5 de l'article 206 du CGI sont néanmoins susceptibles de bénéficier, en vertu des conventions internationales, des **crédits d'impôt attachés à leurs revenus de valeurs mobilières étrangères**. La **zone AA** permet d'indiquer le montant de ces crédits d'impôt. Facultative, cette zone n'est annotée qu'à leur demande.

**Sous-Section 2 :
Cessions de valeurs mobilières**

72. Les plus-values de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux réalisées par les personnes physiques, dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, directement ou par personne interposée, sont imposées, et cela quel que soit le montant annuel des cessions réalisées par le foyer fiscal depuis le 1^{er} janvier 2011, au taux, applicable également à compter de la même date de 19 %¹³ (hors prélèvements sociaux¹⁴) (CGI, art. 150-0 A).

Toutefois, les opérations d'échange de titres ouvrant droit au sursis d'imposition en application de l'article 150-0 B du CGI ne sont pas déclarées l'année de l'échange.

73. En conséquence, la **zone AN** « Montant total des cessions de valeurs mobilières » est servie du montant global des cessions de valeurs mobilières ou droits sociaux entrant dans le champ d'application de l'article 150-0 A du CGI ou exonéré en vertu de ce même article. Les établissements déclarants doivent donc y indiquer le montant total :

¹¹ Le crédit d'impôt correspondant à la retenue à la source opérée sur lesdits revenus mobiliers est imputable sur le montant de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés ou restituable pour les bénéficiaires personnes physiques.

¹² Le crédit d'impôt correspondant à l'impôt étranger est imputable sur l'impôt dû par le bénéficiaire. Il n'est pas restituable.

¹³ Taux applicable pour les cessions de valeurs mobilières et de droits sociaux réalisés depuis le 1^{er} janvier 2011.

¹⁴ Le taux global des prélèvements sociaux est porté de 12,3 % à 13,5 % pour les revenus du patrimoine mentionnés à l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale perçus à compter du 1^{er} janvier 2011, pour les produits de placement mentionnés au I de l'article L. 136-7 du même code perçus à compter du 1^{er} octobre 2011 et pour la part acquise ou constatée à compter du 1^{er} octobre 2011 des produits de placement mentionnés au II de l'article L. 136-7 du même code (article 10 de la loi n° 2011-1117 du 19 septembre 2011 de finances rectificative pour 2011).

- des cessions de valeurs mobilières ou droits sociaux visés à l'article 150-0 A du CGI. Sauf exceptions¹⁵, les dispositions de l'article 150-0 A du CGI s'appliquent quelle que soit la participation du cédant dans les bénéfices sociaux de la société dont les titres sont cédés et quel que soit le régime fiscal de la société émettrice des titres, qu'il s'agisse d'une société de capitaux soumise à l'impôt sur les sociétés ou d'une société de personnes visée à l'article 8 du CGI ;

- de la valeur liquidative du plan ou de la valeur de rachat du contrat de capitalisation en cas de clôture d'un PEA avant l'expiration d'un délai de cinq ans décompté depuis son ouverture¹⁶ (cf. n° 103) ;

- de la valeur liquidative du plan ou de la valeur de rachat du contrat de capitalisation en cas de clôture d'un PEA après l'expiration de la cinquième année lorsqu'à la date de cet événement la valeur liquidative du plan ou de rachat du contrat de capitalisation est inférieure au montant des versements effectués sur le plan depuis son ouverture, compte tenu de ceux afférents aux retraits ou rachats n'ayant pas entraîné la clôture du plan, et à condition qu'à la date de la clôture, les titres figurant dans le plan aient été cédés en totalité ou que le contrat de capitalisation ait fait l'objet d'un rachat total (cf. 106) ;

- des cessions de parts de fonds communs de créances (FCC) ou de fonds communs de titrisation ne supportant pas de risques d'assurance, émises pour une durée supérieure à cinq ans (cf. n° 134) ;

- des rachats d'actions de sociétés d'investissement à capital variable (SICAV) et des rachats de parts de fonds communs de placement (FCP) ;

- des rachats par les sociétés de leurs propres actions effectués sur le fondement des dispositions des articles L. 225-207 (rachat en vue d'une réduction de capital non motivée par des pertes), L. 225-208 et L. 225-209 à L. 225-212 du code de commerce (rachats en vue d'une attribution aux salariés ou opérés dans le cadre d'un plan de rachat d'actions cotées). Dans cette dernière situation, le montant du rachat doit toutefois être diminué du montant du revenu distribué imposable à l'impôt sur le revenu ;

- des distributions par un fonds commun de placement à risques (FCPR) d'une fraction de ses actifs sans annulation de parts et des cessions ou rachats de parts de ces fonds (cf. n° 145) ;

- des sommes ou valeurs auxquelles les parts ou actions dites de « carried interest » donnent droit, détenues par les membres de l'équipe de gestion d'un FCPR ou d'une SCR, ainsi que des cessions ou rachats de ces parts ou actions dans les conditions précisées au BOI 5 I-2-02 (cf. n° 152). Sont également concernées les distributions et les cessions ou rachats de parts ou actions de « carried interest » des FCPR, des SCR et des autres entités d'investissement de capital-risque européennes lorsqu'elles sont imposées selon le régime des plus-values de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux des particuliers dans les conditions précisées au BOI 5 C-1-10 (cf. n° 153 et 154).

Remarque : la valeur totale des titres de sociétés admis aux négociations sur un marché réglementé français ou étranger qui ont fait l'objet d'un don en pleine propriété au profit d'un organisme d'intérêt général dans le cadre du dispositif « ISF dons » prévu par l'article 885-0 V bis A du CGI n'a pas, par mesure de tolérance, à être déclarée dans la **zone AN**, même si le gain net réalisé lors de ce don est imposable à l'impôt sur le revenu en application de l'article 150 *duodecies* du CGI (BOI 5 C-4-08, n° 42).

Sous-Section 3 : Créances, dépôts, cautionnements et comptes courants

A. PRINCIPES

74. En l'absence de prélèvement forfaitaire libératoire prévu au I de l'article 125 A du CGI (soit parce le contribuable n'a pas exercé l'option pour ce prélèvement, soit parce que les revenus concernés sont hors du champ de l'option), les **zones AR** ou **AS** doivent être complétées du résultat net, après compensation des produits ou gains et des pertes.

Pour faciliter les obligations déclaratives des déclarants, les informations relatives aux titres de créances négociables visés aux articles 124 B à 124 E du CGI et 41 *duodecies* O de l'annexe III au CGI ont été dissociées du cadre relatif aux marchés à terme.

¹⁵ Sont exclus du champ d'application des dispositions de l'article 150-0 A du CGI, les droits sociaux dont la cession relève des dispositions propres aux bénéfices professionnels, les titres de sociétés à prépondérance immobilière relevant des dispositions de l'article 150 UB et 150 UC du CGI et les produits des opérations de bourse effectuées dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations.

¹⁶ A l'exception des sommes ou valeurs rachetées ou retirées, lorsqu'elles sont affectées, dans les trois mois suivant le retrait ou rachat, au financement de la création ou reprise d'une entreprise dont le titulaire du plan, son conjoint, son ascendant ou son descendant assure personnellement l'exploitation ou la direction et lorsque ces sommes ou valeurs sont utilisées à la souscription en numéraire au capital initial d'une société, à l'achat d'une entreprise existante ou lorsqu'elles sont versées au compte de l'exploitant d'une entreprise individuelle créée depuis moins de trois mois à la date du versement.

L'article 238 septies A du CGI prévoit d'imposer comme prime de remboursement la rémunération (autre que les intérêts versés chaque année) des créances non négociables et autres contrats visés à l'article 124 du CGI. Les intérêts payés d'avance depuis le 1^{er} septembre 1992 n'ont donc plus à figurer en tant que tels sur le feuillet n° 2561. En revanche, les primes de remboursement afférentes aux contrats émis à compter de cette date doivent être déclarées, dans les mêmes conditions que s'il s'agissait d'un paiement de produits¹⁷.

Remarque : S'agissant des produits, seuls seront portés **zone AR** les produits encaissés à compter du 1^{er} septembre 1992 et non soumis au prélèvement ; ces montants n'ont pas à être reportés **zone AV** « Autres revenus »¹⁸.

B. MODALITES DE DECLARATION

I. Option pour le prélèvement libératoire non exercée

75. A défaut d'option pour le prélèvement libératoire, doivent figurer **zones AR ou AS** :

- le montant des produits ou gains ou des pertes, réalisés lors de la cession de parts de fonds communs de créances (FCC) ou de fonds communs de titrisation ne supportant pas de risques d'assurance, émises pour une durée inférieure ou égale à cinq ans, et soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu ainsi que le boni de liquidation (à ne pas confondre avec le boni de liquidation imposable en tant que revenus distribués à mentionner en zone AY) ;

- le montant des produits ou gains ou pertes provenant de titres de créances négociables sur un marché réglementé non soumis au prélèvement ;

- le montant des produits ou gains ou pertes provenant de créances non négociables non soumis au prélèvement (y compris les PEP et les bons de caisse) ;

- les produits non exonérés d'impôt sur le revenu réalisés dans le cadre d'un PEP bancaire en cas de retrait avant huit ans. Ces produits doivent également figurer **zone BS** lorsqu'ils ont déjà supporté les prélèvements sociaux lors de leur inscription en compte ;

- les intérêts courus et inscrits en compte sur des plans d'épargne-logement (PEL) de plus de douze ans ou, pour les plans ouverts avant le 1^{er} avril 1992, dont le terme contractuel est échu (cf. BOI 5 I-4-06) ;

- les intérêts des comptes de dépôts à vue détenus par les particuliers après compensation entre intérêts créditeurs et débiteurs dans les conditions exposées au § 5 du BOI 5 I-3-06.

A cette liste, il convient également d'ajouter les revenus suivants qui sont hors du champ de l'option pour le prélèvement libératoire (BOI 5 I-5-99) (liste non exhaustive) :

- les produits des bons de caisse qui ne sont pas émis par des établissements de crédit ;

- les produits des autres créances, lorsque l'emprunt n'a pas été émis conformément à la réglementation en vigueur dans l'État d'émission et /ou que le capital et les intérêts font l'objet d'une indexation qui n'est pas autorisée en vertu des dispositions des articles L. 112-1 à L. 112-4 du code monétaire et financier ou, lorsque le débiteur est établi hors de France, en vertu de dispositions analogues ;

- les produits qui sont pris en compte pour la détermination du bénéfice imposable d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole ou d'une profession non commerciale, le caractère libératoire ne pouvant être invoqué pour ces produits.

L'article 125 B du CGI comporte également deux mesures limitant l'exercice de l'option pour le prélèvement : l'une concerne les associés dirigeants de sociétés qui laissent ou mettent à la disposition de ces derniers des avances d'un montant supérieur à **46 000 €**, l'autre est applicable à l'ensemble des associés lorsque le versement des sommes dans la caisse sociale est lié à la souscription ou à l'acquisition de droits sociaux.

¹⁷ Cette solution s'applique également aux obligations et titres de créances négociables émis depuis le 1^{er} janvier 1992 (article 238 septies A du CGI).

¹⁸ L'absence de report dans le cadre relatif au « montant brut des revenus à déclarer » s'applique également aux titres de créances négociables et aux parts de fonds communs de créances ou de fonds communs de titrisation ne supportant pas de risques d'assurance d'une durée inférieure ou égale à 5 ans.

Lorsque les interdictions ou limitations sont applicables, les intérêts exclus du champ d'application du prélèvement libératoire sont soumis, dans les conditions de droit commun, à l'impôt sur le revenu au titre des revenus de créances, dépôts, cautionnements et comptes courants. Il y a lieu de porter distinctement le montant des produits (ou gains) et des pertes dans les **zones AR et AS** englobant l'ensemble des opérations.

76. Remarque : en cas d'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire de l'article 125 A du CGI, les renseignements utiles sont portés dans les mêmes zones que celles des autres revenus mobiliers ayant supporté le prélèvement, c'est-à-dire **zones BN et BP** de la rubrique « revenus soumis à prélèvement libératoire ».

La **zone BN** doit être alors complétée du montant du revenu servant de base au prélèvement et la **zone BP** du montant du prélèvement.

Sous-Section 4 : Montant brut des revenus imposables à déclarer

77. Les revenus imposables sont à déclarer **zones AV à AY** pour leur montant brut, crédit d'impôt compris, et depuis le 1^{er} janvier 2008, sans déduction des frais d'encaissement. Ces derniers, qui s'entendent des seuls frais prélevés par le payeur à l'occasion de l'opération, restent déductibles des revenus de capitaux mobiliers (RCM) mais sont désormais reportés par le contribuable sur sa déclaration de revenus n°2042 dans la zone relative aux « frais venant en déduction » des revenus de capitaux mobiliers de la déclaration n° 2042 précitée, au même titre que les frais de garde.

A. REVENUS N'OUVRANT PAS DROIT A ABATTEMENT

I. Autres revenus (zone AV)

78. Il s'agit des produits imposables des bons de capitalisation et placements de même nature d'une durée inférieure à huit ans, lorsque le bénéficiaire n'opte pas pour le prélèvement libératoire.

Les produits imposables des contrats d'assurance-vie et des bons ou contrats de capitalisation d'une durée au moins égale à huit ans (ou six ans pour les bons ou contrats souscrits entre le 1^{er} janvier 1983 et le 31 décembre 1989) qui bénéficient de l'abattement prévu à l'article 125-0 A du CGI, ne doivent pas être portés dans cette zone (Cf. § 94).

Les autres revenus de créances sont portés dans la rubrique « Créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ».

II. Avances, prêts ou acomptes reçus en tant qu'associés de sociétés (zone AW)

79. Les sommes mises directement ou indirectement à la disposition des associés doivent être déclarées **zone AW** dans la mesure où la preuve du caractère remboursable de l'avance n'est pas faite à la date de la déclaration.

III. Revenus de valeurs mobilières et distributions non éligibles à l'abattement de 40 % (zone AZ)

80. Pour les produits de placements à revenu fixe, il s'agit notamment, lorsque le bénéficiaire n'opte pas pour le prélèvement libératoire (si cette option est ouverte) :

- des revenus provenant de titres participatifs ou de valeurs mobilières à revenu fixe émis en France et inscrits à la cote officielle d'une bourse de valeurs françaises ;
- des revenus des obligations indexées ;
- des revenus des obligations mentionnées à l'article 132 ter du CGI ;
- des produits des valeurs étrangères ;
- des produits des parts de fonds communs de créances (FCC) ou de fonds communs de titrisation ne supportant pas de risques d'assurance émises pour une durée supérieure à 5 ans ;
- des produits des clauses d'indexation assimilés à des intérêts en application du 3° du 1 de l'article 39 et 5° de l'article 124 du CGI.

Pour les produits des actions ou parts de sociétés, il s'agit des revenus distribués directement par les sociétés françaises ou étrangères, ou indirectement via des OPCVM, et qui ne sont pas éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI.

A compter du 1^{er} janvier 2011, et en application de l'article 8 de la loi de finances pour 2012, les produits des actions ou parts de sociétés d'investissements immobiliers cotées (SIIC) mentionnées à l'article 208 C ou des sociétés de placement à prépondérance immobilière à capital variable (SPPICAV) mentionnées au 3^o *nonies* de l'article 208, versés par lesdites sociétés à partir de leurs bénéfices exonérés, ne sont plus éligibles à l'abattement de 40 % prévu au 2^o du 3 de l'article 158 du CGI.

IV. Intérêts des comptes courants bloqués d'associés (zone AX)

81. Dans la **zone AX** doivent figurer les intérêts versés au titre des sommes mises à la disposition de la société par des personnes physiques associées ou actionnaires sur un compte bloqué et qui remplissent les conditions prévues au I de l'article 125 C du CGI en l'absence d'option pour le prélèvement libératoire.

V. Revenus de valeurs mobilières étrangères perçus par les organismes sans but lucratif (zone BA)

82. La **zone BA** (annotation facultative) est remplie, uniquement à la demande des organismes sans but lucratif, imposables à l'impôt sur les sociétés au taux de 24 %, de 15 % ou de 10 % afin de leur indiquer, pour mémoire, le montant des revenus de valeurs mobilières étrangères.

Cette présentation évite le dédoublement des revenus de valeurs mobilières sur deux déclarations distinctes.

B. REVENUS OUVRANT DROIT A L'ABATTEMENT DE 40 % ET A L'ABATTEMENT FORFAITAIRE DE 1 525 €
OU 3 050 €

I. Revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % n'ayant pas fait l'objet du prélèvement forfaitaire libératoire

83. Les revenus distribués aux personnes physiques domiciliées en France par les sociétés ou organismes cités ci-après, sont imposés selon les modalités suivantes (cf. BOI 5 I-2-05 et 5 I-11-06) :

- application d'un abattement de 40 % sur le montant brut des revenus déclarés ;
- application d'un abattement forfaitaire annuel de 1 525 € pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs ou 3 050 € pour les contribuables mariés ou liés par un PACS¹⁹ et soumis à une imposition commune.

84. Ainsi, doivent être portés en **zone AY** :

- le montant des revenus distribués par les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés ou d'un impôt équivalent ou soumises sur option à cet impôt, ayant leur siège dans un État de la Communauté européenne ou, si elles n'ont pas leur siège dans un tel État, établies dans un État ou territoire ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale et résultant d'une décision régulière des organes compétents ;

- la part des revenus, de la nature et de l'origine de ceux éligibles à l'abattement de 40 %, distribués ou répartis par :

- les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) régis par les articles L. 214-2 et suivants du code monétaire et financier ;
- les OPCVM dits « coordonnés » établis dans d'autres États membres de la Communauté européenne ou dans un État non membre de cette Communauté partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale ;
- les sociétés d'investissement, les sociétés de développement régional (SDR) et les sociétés de capital-risque (SCR) respectivement mentionnées aux 1^o bis, 1^o ter et 3^o septies de l'article 208 du CGI.

L'abattement de 40 % ne s'applique à ces revenus qu'à la condition que l'OPCVM ou la société d'investissement procède à une ventilation de ses distributions ou répartitions éligibles à l'abattement de 40 %.

Attention : Ne constituent pas des revenus éligibles à l'abattement de 40 % :

- les revenus distribués qui ne constituent pas la rémunération du bénéficiaire, en sa qualité d'actionnaire ou d'associé ;

¹⁹ Cet abattement s'applique sur le revenu déterminé après application de l'abattement de 40 % et après déduction des dépenses engagées en vue de l'acquisition ou la conservation du revenu.

- les sommes mises à la disposition des associés directement ou par personnes ou sociétés interposées à titre d'avances, prêts ou acomptes (a de l'article 111 du CGI) ;
- les bénéfices réputés distribués mentionnés à l'article 123 bis du CGI.

II Revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % ayant fait l'objet du prélèvement forfaitaire libératoire

85. En application de l'article 117 quater du CGI, les contribuables personnes physiques fiscalement domiciliés en France qui perçoivent, dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé, directement ou par personne interposée (société de personnes soumise à l'impôt sur le revenu et exerçant une activité civile), des revenus distribués de source française ou étrangère répondant aux conditions d'éligibilité à l'abattement de 40 %, peuvent opter pour l'imposition de ces revenus à un prélèvement forfaitaire libératoire au taux de 19 %. **Les revenus distribués ayant été soumis au prélèvement libératoire doivent être portés en zone BW. Le montant du prélèvement correspondant doit être renseigné en zone BP (ne pas alimenter la zone BN du montant des produits déclarés en BW).**

Les revenus distribués soumis à ce prélèvement forfaitaire libératoire de 19 % sont également soumis aux prélèvements sociaux au titre des produits de placement. Ces prélèvements sociaux sont opérés à la source, concomitamment au prélèvement forfaitaire libératoire et par la même personne que celle qui acquitte ledit prélèvement. Ces prélèvements sociaux n'ont pas à être déclarés.

C. REVENUS EXONERES

86. A l'exception des revenus expressément dispensés de déclaration et exonérés (article 157 du CGI), tous les autres revenus mobiliers exonérés doivent être déclarés à la **zone BB** pour leur montant brut, sans déduction des frais d'encaissement.

87. Remarque : Les produits des contrats se dénouant directement par le versement d'une rente viagère sont placés sous le régime fiscal des rentes viagères à titre onéreux. Dès lors, il a paru possible de dispenser les payeurs de les déclarer dans le cadre de l'IFU.

88. Par ailleurs, il est rappelé que les produits exonérés à raison d'événements affectant la situation personnelle du bénéficiaire (licenciement, mise à la retraite, invalidité...) doivent également être portés dans la **zone BB**. Lorsque le contribuable ne justifie pas auprès de l'établissement payeur qu'il peut effectivement bénéficier d'une telle exonération, ces produits sont portés **zone AV**.

89. Cas particulier des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque (SUIR) créées avant le 1^{er} juillet 2008 : les articles 208 D et 163 quinquies C bis du CGI prévoient respectivement une exonération temporaire d'impôt sur les sociétés des bénéfices réalisés par une SUIR²⁰ et une exonération d'impôt sur le revenu ou de retenue à la source des distributions perçues par l'associé unique de cette SUIR, qui est obligatoirement une personne physique.

Cette exonération d'impôt sur le revenu ou de retenue à la source est réservée aux seules distributions de la SUIR prélevées sur des bénéfices exonérés d'impôt sur les sociétés au niveau de la société²¹ et effectuées au souscripteur initial des actions de la SUIR ou, le cas échéant, à ses héritiers ou légataires.

Les distributions de SUIR exonérées d'impôt sur le revenu ou de retenue à la source dans les conditions précitées sont à déclarer dans la **zone BB** relative aux revenus exonérés. Dans le cas contraire, ces distributions sont déclarées comme les autres revenus distribués par les sociétés et imposées dans les conditions de droit commun.

D. REVENUS DISPENSES DE DECLARATION

I. Certains revenus sont expressément dispensés de déclaration par le 1 de l'article 242 ter du CGI

90. Il s'agit :

- des intérêts du livret A et du livret bleu du Crédit mutuel (CGI, art. 157-7°) ;
- de la rémunération des livrets d'épargne populaire (CGI, art. 157-7° ter) ;
- des intérêts des livrets jeunes (CGI, art. 157-7° quater) ;

²⁰ Le régime d'exonération d'impôt sur les sociétés est supprimé pour les SUIR créées à compter du 1^{er} juillet 2008 (article 34 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie).

²¹ Les distributions des SUIR sont soumises aux prélèvements sociaux.

- des intérêts des comptes d'épargne logement, des intérêts et de la prime d'épargne exonérés d'impôt sur le revenu des plans d'épargne logement (CGI, art. 157-9° bis) ;

- des intérêts des comptes d'épargne sur livret (livret d'épargne du travailleur manuel) (CGI, article 157-9° ter) ;

- des produits des placements effectués sur les livrets de développement durable, LDD (anciens comptes pour le développement industriel : CODEVI) (CGI, art. 157-9° quater).

Par analogie, ces dispenses légales sont étendues aux intérêts exonérés des livrets d'épargne d'entreprise (LEE) ouverts dans les conditions fixées par l'article 1^{er} de la loi n° 84-578 du 9 juillet 1984 sur le développement de l'initiative économique (CGI, art. 157-9° quinquies), ainsi qu'aux produits d'épargne salariale exonérés d'impôt sur le revenu.

91. Attention : cette dispense de déclaration ne s'applique pas si le bénéficiaire a son domicile fiscal hors de France dans un État membre de la Communauté européenne. Ces revenus doivent alors être déclarés en **zone BB**. Cependant, par mesure de tolérance, les établissements payeurs sont autorisés à continuer à ne pas déclarer ces revenus sur l'imprimé n° 2561. Par contre, ils devront obligatoirement les déclarer sur l'imprimé n° 2561 quater lorsque le bénéficiaire a son domicile fiscal hors de France dans un État membre de la Communauté européenne.

II. Décision ministérielle en date du 16 janvier 1985

92. En raison des contrôles auxquels sont soumis les créanciers, les payeurs peuvent se dispenser de déclarer :

- les intérêts versés aux personnes exonérées de l'impôt sur les sociétés en application des dispositions des 4° et 6° du 1 de l'article 207 et des 1° bis à 1° ter de l'article 208 du CGI ;

- les intérêts versés aux établissements de crédit établis en France ;

- les revenus distribués versés par les établissements de crédit, dans le cadre de leur activité de centralisateur, à d'autres établissements de crédit, teneurs de compte, établis en France ;

- les intérêts versés par les établissements de crédit aux organismes non bancaires admis au marché monétaire (sociétés d'assurances, caisses de retraite...) ou à des banques établies à l'étranger, à des organismes internationaux ou à des institutions financières publiques étrangères à la suite d'opérations de trésorerie à court terme ;

- les intérêts moratoires versés à des non-résidents dans le cadre d'opérations commerciales ;

- les intérêts versés par des particuliers à raison de prêts consentis par les caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales du régime général et des régimes spéciaux, à l'exception de régimes complémentaires ;

- les intérêts versés par des particuliers bénéficiant de l'exonération d'impôt sur le revenu prévue au 9° sexies de l'article 157 ;

Il n'y a pas lieu non plus de déclarer les produits ci-après :

- intérêts versés à la suite de ventes à crédit par des professionnels ;

- intérêts afférents aux prêts consentis par des employeurs au titre de leur participation à l'effort de construction ;

- intérêts payés aux porteurs d'effets représentatifs de créance hypothécaire ayant la qualité d'établissement de crédit, d'entreprise d'assurances ou de réassurances, de capitalisation et d'épargne ou d'organisme de prévoyance et de retraite créés en vue d'assurer aux salariés le bénéfice de retraites complémentaires et d'indemnités diverses ;

- intérêts des prêts consentis à des particuliers par les compagnies d'assurances ;

- intérêts capitalisés des sommes attribuées aux salariés au titre de la participation aux résultats de l'entreprise ;

- intérêts des comptes de dépôt en devises ou en euros, ouverts à des personnes non domiciliées fiscalement en France, et dispensés du prélèvement prévu au III de l'article 125 A du CGI en application des 2° et 5° de l'article 41 duodecies C de l'annexe III au CGI. Bien entendu, les payeurs devront conserver un fichier des comptes en cause pour permettre la vérification ultérieure par l'administration fiscale de la qualité de non-résidents des titulaires²². Dans ces conditions, il appartient aux établissements payeurs de s'assurer par tout moyen que le déposant a bien la qualité de non-résident au regard de la réglementation des changes d'une part, et d'autre part, de son domicile fiscal ou de son siège social ;

A défaut, lesdits établissements seraient passibles des sanctions prévues à l'article 1736 du CGI.

Sur demande de l'administration, les établissements payeurs devront préciser la nature des pièces justificatives présentées par le bénéficiaire des intérêts.

93. Attention

En cas de doute sur l'application d'une des dispenses prévues, le payeur devra déclarer les sommes en cause pour éviter d'être en infraction.

Les dispenses prévues ne joueront pas dans les cas où un crédit d'impôt serait attaché aux revenus normalement à déclarer (bons de caisse émis par les banques, par exemple).

La dispense de déclaration ne doit pas être considérée comme une exonération par le bénéficiaire des revenus.

À compter du 1^{er} mars 2010, cette dispense ne pourra plus bénéficier aux intérêts payés dans un État ou territoire non coopératif (ETNC) au sens de l'article 238-0 A du CGI par un débiteur établi ou domicilié en France.

Sous-Section 5 : Produits de contrats de capitalisation et d'assurance-vie ouvrant droit à l'abattement prévu à l'article 125-0 A du CGI

94. L'article 125-0 A du CGI fixe le régime au regard de l'impôt sur le revenu des produits des bons ou contrats de capitalisation et des placements de même nature (contrats d'assurance-vie).

95. Les produits acquis ou constatés depuis le 1^{er} janvier 1998 sur des bons ou des contrats souscrits à compter du 26 septembre 1997 ainsi que, sauf exceptions, les mêmes produits afférents à des versements effectués à compter du 26 septembre 1997 sur des contrats en cours à cette date sont soumis à l'impôt sur le revenu quelle que soit leur durée à la date du dénouement.

Lorsque le dénouement ou le rachat intervient après la sixième ou la huitième année, selon le cas, ces produits bénéficient d'un abattement annuel de **4 600 euros** pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de **9 200 euros** pour les contribuables mariés ou pacsés soumis à une imposition commune.

Ces mêmes produits peuvent, sur option de leur bénéficiaire, être soumis à un prélèvement libératoire au taux réduit de 7,5 % et, sous certaines conditions, bénéficier d'un crédit d'impôt correspondant à l'application de l'abattement de **4 600 euros** ou **9 200 euros** aux produits qui ont supporté ce prélèvement (instruction administrative du 22 juin 1998 publiée au BOI 5 I-6-98). Ces crédit d'impôt et abattement sont calculés par l'administration fiscale lors de l'établissement de l'impôt sur le revenu. Par suite, le crédit d'impôt ne doit pas être reporté en zone AJ ou AA et les sommes à déclarer ne doivent pas être réduites du montant de l'abattement.

96. Deux **zones AM et BG** ont été créées à cet effet : les produits imposables attachés aux bons ou contrats d'une durée au moins égale à huit ans (ou six ans pour les contrats conclus entre le 1^{er} janvier 1983 et le 31 décembre 1989) doivent être portés dans la **zone AM** lorsque le bénéficiaire a opté pour le prélèvement libératoire de 7,5 % ou dans la **zone BG** lorsque les produits sont soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

97. Toutefois, les produits des bons ou contrats en unités de compte visés au deuxième alinéa de l'article L. 131-1 du code des assurances dont l'actif est constitué pour 50 % au moins d'actions françaises et titres assimilés, dont au moins 5 % de placements à risques (contrats dits « DSK »), sont, dans certaines conditions, exonérés d'impôt sur le revenu lorsque les bons ou contrats, souscrits avant le 1^{er} janvier 2005, ont une durée au moins égale à huit ans (I quater de l'article 125-0 A du CGI). Ces produits doivent être portés dans la **zone BB**.

²² Ces comptes sont soumis au droit commun en ce qui concerne la déclaration d'ouverture ou de clôture prévue par l'article 1649 A du CGI.

Nota : il ne peut plus être souscrit de nouveaux contrats dits « DSK » depuis le 1^{er} janvier 2005. Toutefois, à compter de cette date, de nouveaux contrats d'assurance vie investis en actions, dits « NSK », peuvent être souscrits. Ces contrats sont investis pour 30 % au moins d'actions, dont 10 % en actifs dits « risqués », parmi lesquels 5 % au moins en titres dits « super risqués » (I quinquies de l'article 125-0 A du CGI). Les produits de ces nouveaux contrats bénéficient d'une exonération d'impôt sur le revenu lorsque leur durée est supérieure ou égale à huit ans.

Sous-Section 6 : Plan d'épargne en actions (PEA)

98. Les obligations déclaratives des établissements gestionnaires sont fixées par les articles 91 quater E à 91 quater J de l'annexe II au CGI :

- une déclaration doit être établie pour chaque titulaire du plan en cas d'ouverture, de clôture et de retrait partiel de PEA ;

- le 5° bis de l'article 157 du CGI limite l'exonération dont bénéficient les produits des placements en titres non cotés détenus dans un PEA à 10 % du montant de ces placements. Pour permettre l'application de ce dispositif, l'organisme gestionnaire du PEA doit également indiquer, pour les plans concernés, le montant des produits de titres non cotés détenus dans un PEA (Cf. BOI 5 I-7-98 et 5 I-2-05).

A. CAS D'OBLIGATIONS DECLARATIVES

99. Précision relative aux revenus de source étrangère²³ : lorsque les produits perçus dans le PEA proviennent de titres étrangers, ils sont déclarés pour leur :

- montant net pour les produits des titres cotés ;

- montant brut, impôt acquitté à l'étranger compris, pour les titres non cotés émis dans un État ayant conclu avec la France une convention fiscale en vue d'éviter les doubles impositions. En l'absence de convention, ils sont déclarés pour leur montant net.

Les crédits d'impôts conventionnels correspondant à l'impôt étranger afférents aux seuls produits des titres non cotés sont portés en **zone BT**.

I. Ouverture

100. L'organisme auprès duquel un PEA est ouvert doit, au titre de l'année d'ouverture, fournir les renseignements suivants :

- références du PEA à la **zone BD** ;

- date d'ouverture du PEA à la **zone BE**.

La date d'ouverture s'entend de la date du premier versement et non de celle de la signature du contrat.

Dans le cas où un PEA est ouvert par chacun des époux ou partenaires liés par un PACS faisant l'objet d'une imposition commune, deux déclarations doivent être adressées à l'administration fiscale (une déclaration par conjoint ou partenaire).

II. Gestion annuelle

101. Pour chaque plan non clos au 31 décembre de l'année précédente, l'organisme gestionnaire du plan mentionne sur l'IFU :

- les références du PEA en **zone BD** ;

- la date d'ouverture du PEA en **zone BE**.

Lorsque le plan comprend des titres non cotés, il doit, en plus, indiquer, le cas échéant, le montant des produits de ces titres perçus au cours de l'année dans le PEA en distinguant ceux éligibles à l'abattement de 40 % en **zone BC** de ceux qui ne le sont pas en **zone BQ**.

²³ Il est rappelé que les crédits d'impôts conventionnels attachés aux produits des titres étrangers inscrits dans un PEA ne donnent droit à aucune restitution. Pour plus de précisions, notamment sur le cas particulier des titres non cotés étrangers, il convient de se reporter au BOI 5 I-2-03 n^{os} 16 à 18.

Cas particulier des produits de titres sociétés de capital risque (SCR) non cotés inscrits dans le PEA

Ces produits doivent être mentionnés :

- dans la zone DP lorsque le titulaire du plan a pris l'engagement prévu au II de l'article 163 quinquies C du CGI de conservation des actions de la SCR et de réinvestissement des produits distribués par celle-ci ;
- selon le cas, dans la zone DO (pour les produits afférents à des distributions de la SCR prélevées sur des plus-values nettes de cession de titres) et/ou dans les zones BC et/ou BQ (pour les autres produits distribués par la SCR) lorsque le titulaire n'a pas pris l'engagement précité.

III. Retraits, rachats et clôture

102. Pour chaque plan concerné par un de ces événements, l'organisme gestionnaire du PEA doit établir une déclaration au nom du titulaire.

1. Avant l'expiration de la cinquième année du PEA

103. L'organisme gestionnaire doit compléter l'ensemble des zones du cadre relatif au PEA des renseignements suivants :

- le cas échéant, montant des produits des titres non cotés perçus au cours de l'année dans le PEA et éligibles à l'abattement de 40 % : **zone BC** ;
- le cas échéant, montant des produits des titres non cotés perçus au cours de l'année dans le PEA et non éligibles à l'abattement de 40 % : **zone BQ** ;
- référence du PEA : **zone BD** ;
- date d'ouverture du PEA : **zone BE** ;
- date du premier retrait ou du premier rachat de contrat de capitalisation : **zone BF** ;
- valeur liquidative du plan ou valeur de rachat du contrat de capitalisation à la date de clôture du plan : **zone BH**.

En outre, la valeur liquidative du plan ou la valeur de rachat du contrat de capitalisation à la date de clôture du plan doit également être portée dans la **zone AN** « Montant total des cessions de valeurs mobilières » lorsque la clôture intervient avant l'expiration de la cinquième année ;

- montant cumulé des versements depuis l'ouverture du plan : **zone BI**.

104. Attention : Lorsque des retraits ou rachats autorisés pour le financement de la création ou de la reprise d'une entreprise ont été effectués dans le PEA précédemment ou concomitamment à la clôture du plan (Cf. § 4 ci-après), le montant cumulé des versements à porter dans la **zone BI** ne doit pas comprendre les versements afférents à ces retraits ou rachats autorisés (c'est-à-dire la part des versements compris dans les retraits ou rachats).

En outre, lorsque les sommes retirées ou les rachats effectués lors de la clôture du plan sont affectés pour partie à la création ou à la reprise d'une entreprise (retraits ou rachats autorisés), la valeur liquidative du plan ou la valeur du contrat de capitalisation à la date de clôture du plan (**zone BH** et **zone AN**) doit être diminuée du montant total de ces retraits ou rachats autorisés.

105. Précisions sur l'assiette des prélèvements sociaux (BOI 5 I-2-03 du 4 juin 2003) : l'article 79 de la loi de finances pour 2002 autorise l'éligibilité au PEA des parts de fonds communs de placement à risques (FCPR) et de fonds communs de placement dans l'innovation (FCPI) bénéficiant des avantages fiscaux propres à leur régime.

Il s'ensuit que lors de la clôture du PEA, la valeur liquidative à prendre en compte pour le calcul du gain net imposable aux prélèvements sociaux est diminuée du montant des répartitions antérieures de revenus attachés aux parts de FCPR et de FCPI et aux actions de sociétés de capital risque (SCR) détenues dans le PEA, ainsi que du montant des gains nets de cession de ces parts ou actions, déjà imposés aux prélèvements sociaux lors de leur versement ou de leur réalisation.

En cas de clôture du PEA avant cinq ans et pour éviter une double imposition aux prélèvements sociaux au titre des revenus du patrimoine, il conviendra de déclarer le montant des répartitions antérieures déjà imposées dans la **zone DQ** relative aux produits pour lesquels les prélèvements sociaux ont déjà été appliqués.

Attention :

- 1) La **zone DQ** ne doit pas être complétée lorsque le gain net est exonéré d'impôt sur le revenu ;
- 2) La valeur liquidative du PEA figurant dans la **zone BH** tient toujours compte de ces répartitions.

Remarque : En cas de force majeure (décès, transfert de domicile à l'étranger, rattachement à un autre foyer d'un invalide titulaire d'un PEA), la **zone BH** relative à la valeur liquidative du plan, la **zone BI** relative au montant cumulé des versements et la **zone AN** correspondant au montant des cessions de valeurs mobilières n'ont pas à être annotées. En revanche, les **zones BD** « références du plan », **BE** « date d'ouverture du plan », **BF** « date de clôture ou de retrait », **BC** et **BQ** relatives au montant des produits de titres non cotés doivent être obligatoirement servies.

2. Entre la cinquième et la huitième année du PEA

106. L'organisme gestionnaire du plan doit remplir les zones suivantes :

- le cas échéant, le montant des produits des titres non cotés : **zones BC** et **BQ** ;
- références du PEA : **zone BD** ;
- date d'ouverture du PEA : **zone BE** ;
- date du premier retrait ou du premier rachat de contrat de capitalisation : **zone BF**.

En outre, en cas de clôture d'un PEA après cinq ans dans les conditions du 2 bis du II de l'article 150-0 A du CGI (PEA en perte), ne résultant pas d'un cas de force majeure (décès, transfert de domicile à l'étranger, rattachement à un autre foyer d'un invalide titulaire d'un PEA), l'organisme gestionnaire remplit également les zones suivantes :

- montant cumulé des versements depuis l'ouverture du plan à l'exception de ceux compris dans des précédents retraits ou rachats n'ayant pas entraîné la clôture du plan : **zone BI** ;
- valeur liquidative du plan ou valeur de rachat du contrat de capitalisation à la date de clôture du plan : **zone BH**.

Cette valeur liquidative doit également être portée dans la **zone AN** « Montant total des cessions de valeurs mobilières ».

3. Au-delà de la huitième année

107. En cas de retrait de la totalité des sommes, de rachat total du contrat ou de clôture du plan, l'organisme gestionnaire du plan doit servir les mêmes zones que celles prévues pour un retrait, un rachat ou une clôture entre l'expiration de la cinquième année et de la huitième année (Cf. § 110).

En cas de retraits ou de rachats partiels n'entraînant pas, après l'expiration d'une période de huit ans, clôture du plan, les **zones BF**, **BH** et **BI** ne doivent pas être remplies.

4. Cas particulier des retraits ou rachats autorisés de sommes ou valeurs du PEA pour le financement de la création ou de la reprise d'une entreprise

108. L'article 31 de la loi n° 2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique autorise, sous certaines conditions, les retraits ou rachats de sommes ou valeurs d'un PEA affectées dans les trois mois suivant au financement de la création ou de la reprise d'une entreprise, sans remise en cause de l'avantage fiscal prévu pour les sommes placées en cas de retrait ou rachat avant l'expiration de la cinquième année qui suit l'ouverture du plan, et sans entraîner la clôture du plan. Le gain net afférent aux sommes ou valeurs ainsi retirées ou rachetées est toutefois soumis aux prélèvements sociaux (BOI 5 I-8-06).

Lorsque les retraits ou rachats du PEA sont autorisés en vertu des dispositions qui précèdent, l'organisme gestionnaire du plan doit procéder de la manière suivante :

- la **zone BF** afférente à la date du premier retrait ou du premier rachat pour les contrats de capitalisation doit être remplie uniquement s'il s'agit d'un retrait de la totalité des sommes ou d'un rachat total du contrat. En outre, dans ce cas, les zones **BD** et **BE** doivent être obligatoirement servies (références et date d'ouverture du PEA), le retrait ou le rachat entraînant la clôture du plan ;
- en cas de retraits ou de rachats partiels, seules les zones **BD** et **BE** doivent être remplies. Le retrait ou le rachat partiel n'entraîne pas la clôture du plan, mais interdit tout versement ultérieur sur ce plan.

B. TOLERANCE ADMINISTRATIVE DANS LE CADRE DE LA GESTION ANNUELLE

109. Lorsqu'aucun produit n'a été crédité sur le PEA au cours de l'année d'imposition et en l'absence de retrait, rachat ou clôture au cours de la même année, les établissements sont alors dispensés d'établir une déclaration.

Sous-Section 7 : Plan d'épargne populaire (PEP)

110. La loi de finances pour 1990 (n° 89-935 du 29 décembre 1989) a créé, à compter du 1^{er} janvier 1990, le plan d'épargne populaire (PEP). Il n'est plus possible d'ouvrir de nouveaux PEP depuis le 25 septembre 2003 (III de l'article 82 de la loi de finances pour 2004).

Les obligations déclaratives des établissements gestionnaires sont fixées par le II de l'article 91 quater B de l'annexe II au CGI.

Toutefois, les établissements gestionnaires peuvent à compter de l'imposition 1998, s'ils le souhaitent, se dispenser d'établir une déclaration dans le cadre de la gestion annuelle des plans.

A. GESTION ANNUELLE DU PEP

111. Lorsqu'un organisme gestionnaire ne souhaite pas bénéficier de la tolérance administrative susvisée, une déclaration est établie pour chaque titulaire d'un PEP. Ainsi, dans le cas où un PEP est ouvert par chacun des époux ou partenaires liés par un PACS faisant l'objet d'une imposition commune, deux déclarations doivent être adressées à l'administration fiscale (une déclaration par conjoint ou partenaire), outre éventuellement la déclaration relative aux autres produits établie au nom du foyer.

L'organisme auprès duquel un PEP est ouvert doit remplir les zones suivantes :

- références du PEP : **zone BK** ;
- date d'ouverture du PEP : **zone BL**. Cette date s'entend de la date du premier versement et non de celle de la signature du contrat.

B. RETRAITS ET CLOTURE DU PEP

112. Les retraits totaux anticipés entraînent la clôture du PEP conformément aux dispositions qui régissent ce produit d'épargne. En revanche, les retraits partiels n'entraînent pas la clôture du PEP mais interdisent tout versement ultérieur.

I. Retraits et clôture avant l'expiration de la huitième année à compter de l'ouverture du PEP

1. En cas de force majeure

113. Dès lors que la clôture intervient à la suite de la survenance d'un des cas de force majeure prévu au 22° de l'article 157 du CGI et qu'un document en attestant la réalité a été produit, l'organisme gestionnaire du PEP doit porter le montant des produits exonérés de l'impôt sur le revenu dans la **zone BM**.

2. Autres cas

a) Si le bénéficiaire n'a pas opté pour le prélèvement libératoire

114. Dans tous les autres cas de clôture avant huit ans, le montant global des produits réalisés dans le cadre du PEP est taxable et doit être porté dans la **zone AR** de la rubrique « Créances, dépôts, cautionnements et comptes courants » et dans la **zone BS** relative aux produits pour lesquels les prélèvements sociaux ont déjà été appliqués²⁴.

b) Si le bénéficiaire a opté pour le prélèvement libératoire

115. Dans ce cas, la **zone BN** de la rubrique « Revenus soumis à prélèvement libératoire » est complétée du montant du revenu brut servant de base au prélèvement et la **zone BP** du montant du prélèvement.

II. Retraits ou clôture effectués après huit ans à compter de l'ouverture du PEP

116. Le montant global des produits réalisés est porté dans la **zone BB** « Revenus exonérés » de la rubrique « Montant brut des revenus imposables à déclarer ».

²⁴ La ligne BS n'a pas à être servie en ce qui concerne les produits réalisés dans le cadre d'un PEP auquel est adossé un contrat d'assurance vie en unité de compte ou multisupports.

III. Cas particuliers

117. Le 22° de l'article 157, alinéas 3 à 7, du CGI prolonge et élargit les possibilités de retraits anticipés des fonds déposés sur un PEP, sans perte des avantages attachés au PEP.

Les établissements déclarants doivent indiquer le montant des produits exonérés en vertu des dispositions de l'article susvisé correspondant à ces retraits dans la **zone BM** « Montant des produits exonérés du fait de la clôture du PEP avant huit ans à la suite de la survenance d'un cas de force majeure » du cadre relatif au PEP.

Sous-Section 8 : Epargne retraite

A. PERP ET PRODUITS D'EPARGNE RETRAITE ASSIMILES

118. L'article 108 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites a créé le plan d'épargne retraite populaire (PERP).

Les obligations déclaratives des organismes gestionnaires de PERP et de produits d'épargne retraite assimilés (régimes de retraite supplémentaire obligatoire d'entreprise dits « article 83 » pour la part facultative des primes ou cotisations versées,²⁵ PREFON, COREM et C.G.O.S.) sont fixées par l'article 41 ZZ quater de l'annexe III au CGI et précisées dans le BOI 5 B-11-05.

Les organismes gestionnaires doivent porter le montant des cotisations ou primes versées au cours de l'année civile écoulée et ouvrant droit à déduction du revenu global (régimes « article 83 » : pour la part facultative des cotisations ou primes versées) :

- en **zone CV** pour les cotisations ordinaires (y compris les cotisations supplémentaires versées par les affiliés aux régimes PREFON, COREM et C.G.O.S. au cours d'une année en vue d'augmenter leurs droits à retraite au titre d'années antérieures à leur affiliation (rachat de droits), ou postérieures à leur affiliation (cotisations d'ajustement ou « surcotisations ») pour la part de ces cotisations de rachat ou de surcotisations correspondant à plus de deux années de cotisations (cf. zone CW ci-après)) ;

- en **zone CW** pour les cotisations de rachat de droits ou les « surcotisations » versées par les affiliés aux régimes de retraite complémentaire PREFON, COREM et C.G.O.S.²⁶ (cf. zone CV ci-avant). Seule la part des cotisations qui correspond au maximum, pour 2011, au rachat de droits ou à des « surcotisations » portant sur **deux années de cotisations** doit être portée dans cette zone.

B. CONTRATS « MADELIN » ET « MADELIN AGRICOLE »

119. En application de l'article 41 DN ter de l'annexe III au CGI, les organismes gestionnaires de régimes ou contrats « Madelin » ou de contrats « Madelin agricole » doivent adresser à la direction des services fiscaux (ou direction départementale des finances publiques) du lieu de leur principal établissement le double de l'attestation mentionnant le montant des cotisations ou primes versées au cours de l'année civile écoulée ou au cours du dernier exercice clos qu'ils délivrent à leurs cotisants.

Par mesure de simplification, ces organismes gestionnaires peuvent s'ils le souhaitent porter le montant des cotisations ou primes versées aux régimes ou contrats susvisés au cours de l'année civile écoulée en **zone CX** et cocher la case **CY** pour les exercices ne coïncidant pas avec l'année civile.

Sous-Section 9 : Revenus soumis à prélèvement libératoire

A. REVENUS CONCERNES

I. Revenus obligatoirement soumis à prélèvement libératoire ou retenue à la source²⁷

120. Revenus payés avant le 1^{er} mars 2010

²⁵ L'article 116 de la loi portant réforme des retraites du 9 novembre 2010 étend aux cotisations facultatives versées dans le cadre de ces régimes le dispositif qui était réservé aux versements facultatifs effectués dans le cadre d'un plan d'épargne retraite en entreprise (PERE).

²⁶ Il s'agit des personnes affiliées à ces régimes au 31 décembre 2004 ou après cette date si elles ont la qualité de fonctionnaire ou d'agent public en activité.

²⁷ A l'exception des revenus distribués soumis au prélèvement forfaitaire libératoire prévu à l'article 117 quater du CGI (pour plus de précisions sur les modalités déclaratives de ces revenus, cf. n° 85).

Il s'agit des revenus perçus par les contribuables domiciliés hors de France (si le contribuable ne présente pas au moment du paiement les justificatifs pour obtenir le bénéfice d'un taux réduit, la déclaration pourra être produite avec indication de l'impôt correspondant au taux normal du prélèvement appliqué provisoirement).

Cas particuliers des revenus dispensés de prélèvement ou de retenue à la source lorsqu'ils sont perçus par des non-résidents : ces revenus sont néanmoins reportés sous la rubrique des revenus soumis au prélèvement libératoire, la zone relative au montant du prélèvement ou de la retenue à la source (zone R227) est alors égale à zéro.

121. Revenus payés depuis le 1^{er} mars 2010

L'article 22 de la troisième loi de finances rectificative pour 2009 (n°2009-1674 du 30 décembre 2009) a modifié certaines règles applicables en cas de paiement de produits dans un État ou territoire non coopératif depuis le 1^{er} mars 2010 :

- Le prélèvement forfaitaire obligatoire est applicable aux revenus et produits de placements à revenu fixe payés par un débiteur établi ou domicilié en France seulement si le paiement s'effectue hors de France dans un État ou territoire non coopératif (ETNC) au sens de l'article 238-0 A du CGI. Le taux du prélèvement est de 50 %. Par exception, ce prélèvement majoré n'est pas applicable lorsque le débiteur démontre que les opérations auxquelles correspondent ces revenus et produits ont principalement un objet et un effet autres que de permettre la localisation de ces revenus et produits dans un État ou territoire non coopératif (« clause de sauvegarde »).

En outre, l'exonération des revenus et produits des emprunts contractés hors de France par les personnes morales établies en France et les fonds communs de créances ou fonds communs de titrisation est maintenue, y compris si le paiement s'effectue dans un État ou territoire non coopératif, pour les emprunts qui ont été contractés avant le 1^{er} mars 2010 et dont la date d'échéance n'est pas prorogée à compter de cette date, ainsi que pour ceux contractés à compter du 1^{er} mars 2010 mais assimilables à un emprunt conclu avant cette date (article 131 quater modifié par le H du I de l'article 22 de la troisième loi de finances rectificative pour 2009).

- La retenue à la source sur les revenus distribués par les sociétés établies en France s'applique obligatoirement au taux de 50 % lorsque ces revenus sont payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A, quel que soit le domicile fiscal ou le siège social du bénéficiaire de ces revenus (2 de l'article 119 bis et 2 de l'article 187 du CGI).

Les autres conditions et modalités d'application de la retenue à la source prévue au 2 de l'article 119 bis du CGI ne sont pas modifiées.

- Enfin, le nouveau II bis de l'article 125-0 A du CGI prévoit que le taux du prélèvement sur les produits des contrats de capitalisation et d'assurance-vie souscrits par des non-résidents est majoré à 50%, quelle que soit la durée du contrat, lorsque les produits bénéficient à des personnes domiciliées ou établies dans un État ou territoire non coopératif.

Pour plus de précisions sur le champ d'application de ce prélèvement, cf. rescrit n° 2010/11 FP du 24 février 2010 et rescrit n° 2010/30 (FE) du 4 mai 2010 disponibles sur impots.gouv.fr.

II. Revenus placés sur option du bénéficiaire au régime du prélèvement libératoire

122. Nota. L'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire est réservée aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France et ouverte, depuis le 1^{er} janvier 2005, aux produits de source européenne, c'est-à-dire aux produits dont le débiteur est établi, outre en France, dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen²⁸.

Peuvent ainsi être soumis, sur option, au prélèvement forfaitaire libératoire :

- les revenus d'obligations, et les produits de parts de fonds communs de créances (FCC) ou de fonds communs de titrisation ne supportant pas de risque d'assurance dont la durée à l'émission est supérieure à cinq ans (y compris le boni de liquidation), de source française et européenne ;

- les produits de bons ou contrats de capitalisation et placements de même nature de source française et souscrits depuis le 1^{er} janvier 1983 (à l'exclusion des produits soumis au prélèvement libératoire au taux de 7,5 % qui sont portés dans la **zone AM**) ;

- les produits et gains de cession de titres de créances, et de parts de FCC ou de fonds communs de titrisation ne supportant pas de risques d'assurance dont la durée à l'émission est inférieure ou égale à cinq ans (y compris le boni de liquidation), de source française et européenne ;

²⁸ Soit une ouverture à l'ensemble des États de la Communauté européenne, à l'Islande, à la Norvège et au Liechtenstein.

- les produits réalisés dans le cadre d'un PEP lorsque le retrait intervient moins de huit ans après l'ouverture du plan (sauf cas de force majeure).

- les intérêts courus et inscrits en compte sur des plans d'épargne-logement (PEL) de plus de douze ans ou, pour les plans ouverts avant le 1^{er} avril 1992, dont le terme contractuel est échu (cf. BOI 5 I-4-06) ;

- les intérêts des comptes de dépôts à vue détenus par les particuliers après compensation entre intérêts créditeurs et débiteurs dans les conditions exposées au § 5 du BOI 5 I-3-06.

- les produits de placement à revenu fixe abandonnés, dans le cadre de l'épargne solidaire dite « de partage », au profit d'organismes d'intérêt général mentionnés au 1 de l'article 200 du code général des impôts au taux réduit de 5 % (BOI 5 I-8-08).

Remarque : Bien entendu, aucune déclaration ne doit être souscrite lorsque le taux du prélèvement effectué correspond au régime de l'anonymat au regard de l'impôt sur le revenu (3^o du 1 de l'article 242 ter du CGI).

III. Revenus soumis au prélèvement d'office

123. Le prélèvement d'office est applicable aux placements figurant à l'article 6 quinquies de l'annexe IV au CGI. Ces placements comprennent :

- les bons du trésor sur formules ;
- les bons d'épargne des PTT ou de La Poste ;
- les bons de la caisse nationale de crédit agricole ;
- les bons à cinq ans de participation au développement du marché hypothécaire émis par le crédit foncier de France ;
- les bons émis par les groupements régionaux d'épargne et de prévoyance ;
- les versements en comptes sur livrets.

En outre, les gains retirés par une personne physique de la cession d'un contrat visé à l'article 124 du CGI dont les produits sont soumis au prélèvement d'office sont également soumis d'office au prélèvement libératoire.

B. MODALITES DE DECLARATION

124. Que les revenus soient soumis obligatoirement, sur option ou d'office au prélèvement libératoire, ou à la retenue à la source, deux renseignements doivent être fournis :

- le montant brut servant de base au prélèvement libératoire ou à la retenue à la source - **zone BN**. Pour les revenus de source européenne soumis au prélèvement libératoire sur option, ce montant comprend le cas échéant le crédit d'impôt conventionnel ;

- le montant du prélèvement libératoire ou de la retenue à la source - **zone BP** (y compris la retenue à la source sur les revenus de source française ou le crédit d'impôt sur les revenus de source européenne soumis au prélèvement libératoire éventuellement imputé).

Ne doivent donc en aucun cas figurer dans ce cadre les prélèvements sociaux : CSG, CRDS, prélèvement social de 3,4 %²⁹ et ses contributions additionnelles, l'une de 0,3 % au titre de la solidarité-autonomie, l'autre de 1,1 % au titre du financement du revenu de solidarité active (RSA) qui, le cas échéant, sont prélevés simultanément.

C. CAS PARTICULIER DES REVENUS DISTRIBUES À DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS EUROPEENS ACQUITTANT DIRECTEMENT LA RETENUE À LA SOURCE AUPRÈS DU TRESOR FRANÇAIS

125. Depuis le 1^{er} janvier 2007, la retenue à la source, afférente aux revenus distribués par des sociétés françaises dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé ou organisé et bénéficiant à des personnes qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur siège social en France, peut être acquittée par une personne morale établie hors de France qui remplit l'ensemble des conditions suivantes :

²⁹ Le taux du prélèvement social est porté de 2,2 % à 3,4 % pour les revenus du patrimoine mentionnés à l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale perçus à compter du 1^{er} janvier 2011, pour les produits de placement mentionnés au I de l'article L. 136-7 du même code perçus à compter du 1^{er} octobre 2011 et pour la part acquise ou constatée à compter du 1^{er} octobre 2011 des produits de placement mentionnés au II de l'article L.136-7 du même code (article 10 de la loi n° 2011-1117 du 19 septembre 2011 de finances rectificative pour 2011).

- elle est établie dans un État membre de la Communauté européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen (EEE) ayant conclu avec la France une convention fiscale qui contient une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude ou l'évasion fiscale³⁰ ;

- elle a conclu une convention avec l'administration fiscale française conforme au modèle délivré par celle-ci ;

- elle a été mandatée par le redevable légal de la retenue à la source pour effectuer en son nom et pour son compte la déclaration et le paiement de cette retenue à la source ;

- elle perçoit les revenus distribués directement du redevable légal de la retenue à la source.

126. Dans cette situation, il convient de mentionner dans la **zone BV** le montant des revenus distribués payés directement par l'établissement payeur établi en France à un établissement financier européen et pour lesquels la retenue à la source est acquittée dans le cadre des conditions particulières précitées.

Sous-Section 10 :

Produits pour lesquels les prélèvements sociaux ont déjà été appliqués

A. PRINCIPES

127. Les produits des placements à revenu fixe ou variable, de capitalisation et d'assurance-vie suivants sont imposés aux prélèvements sociaux (CSG, CRDS, prélèvement social et contributions additionnelles à ce prélèvement) à la source :

- lors de l'inscription des produits au contrat ou en compte d'une part, pour les produits des bons ou contrats de capitalisation et les placements de même nature et des plans d'épargne populaire (PEP), autres que ceux en unités de compte (il s'agit donc des contrats « en euros ») et, d'autre part, à compter du 1^{er} juillet 2011 pour les produits attachés aux droits exprimés en euros ou en devises des bons ou contrats de capitalisation et les placements de même nature en unités de compte (compartiment euro des contrats dits « multi-supports ») ;

- lors de leur répartition ou de leur distribution, pour les produits exonérés des fonds communs de placements à risques et des sociétés de capital-risque ;

- depuis le 1^{er} janvier 2007, lors de leur versement pour tous les autres produits de placements à revenu fixe et lors d'un rachat partiel ou total pour les produits des bons ou contrats de capitalisation et d'assurance-vie soumis à l'impôt sur le revenu au barème progressif, lorsque l'établissement payeur de ces produits est établi en France (art 20 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2007).

- depuis le 1^{er} janvier 2008, lors du paiement de certains revenus distribués de source française ou étrangère soumis à l'impôt sur le revenu au barème progressif, lorsque l'établissement payeur de ces revenus est établi en France (article 10 de la loi de finances pour 2008).

Pour ces revenus distribués, les prélèvements sociaux sont dus à la source lors de leur versement au contribuable.

Les rubriques relatives aux revenus soumis à l'impôt sur le revenu et pour lesquels les prélèvements sociaux ont déjà été acquittés permettent :

- d'éviter une double imposition de ces produits aux prélèvements sociaux lors de leur imposition à l'impôt sur le revenu au barème progressif ;

- et, pour certains d'entre eux, de calculer le montant de la CSG déductible du revenu imposable à l'impôt sur le revenu.

B. MODALITES DE DECLARATION

128. Pour éviter que les produits, revenus et gains imposables à l'impôt sur le revenu, qui ont été soumis aux prélèvements sociaux sur les produits de placement (prélèvements sociaux acquittés à la source), ne soient de nouveau soumis aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine, ces produits, revenus et gains doivent être portés dans la rubrique relative aux « Produits pour lesquels les prélèvements sociaux ont déjà été appliqués » (**zones BS et BU**).

³⁰ Soit l'ensemble des États de la Communauté européenne, l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein.

129. Dans la **zone BS** doivent figurer les produits attachés à un bon ou contrat de capitalisation ou d'assurance-vie en euros³¹ ainsi que les produits capitalisés d'un plan d'épargne populaire (PEP) en euros, imposables à l'impôt sur le revenu au barème progressif et pour lesquels les prélèvements sociaux ont déjà été acquittés lors de l'inscription au contrat ou en compte des produits. La CSG acquittée à la source sur ces produits n'est pas déductible du revenu imposable.

130. Dans la **zone BU** doivent figurer les produits, revenus et gains imposables à l'impôt sur le revenu au barème progressif et ayant fait l'objet d'une retenue à la source des prélèvements sociaux. La CSG acquittée à la source sur ces produits, revenus et gains est admise en déduction des revenus imposables à l'impôt sur le revenu de l'année de son paiement (année de déclaration des produits concernés à l'impôt sur le revenu). Afin de calculer la CSG déductible et d'éviter une double imposition des produits concernés aux prélèvements sociaux, ces produits doivent être déclarés à leur rubrique habituelle mais également dans la **zone BU**.

131. ATTENTION : Ces zones (BS et BU) ne doivent pas être complétées lorsque le bénéficiaire des revenus a opté pour le prélèvement libératoire ou lorsque les revenus de ces placements sont exonérés d'impôt sur le revenu.

Sous-Section 11 : Cas particuliers

A. PRIMES DE REMBOURSEMENT DISTRIBUEES OU REPARTIES PAR LES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF EN VALEURS MOBILIERES

132. Le montant des primes de remboursement imposables à l'impôt sur le revenu au barème progressif est porté dans la **zone AZ** de la rubrique « montant brut des revenus imposables à déclarer ».

En cas d'option pour le prélèvement libératoire, le montant des produits sur lequel il est pratiqué est porté dans la **zone BN** et le montant du prélèvement dans la **zone BP** de la rubrique « Revenus soumis à prélèvement libératoire ».

B. PARTS DE FONDS COMMUNS DE CREANCES ET DE TITRISATION NE SUPPORTANT PAS DE RISQUES D'ASSURANCE DE PLUS DE CINQ ANS

I. Déclaration des produits des parts

133. 1. Les produits des parts des fonds communs de créances et de fonds communs de titrisation ne supportant pas de risques d'assurance émises pour une durée supérieure à cinq ans, soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu, sont portés dans la **zone AZ** de la rubrique « montant brut des revenus imposables à déclarer » du feuillet n° 2561.

2. En cas d'option du bénéficiaire pour le prélèvement libératoire, le montant brut du revenu doit être porté dans la **zone BN** et le montant du prélèvement dans la **zone BP** de la rubrique « Revenus soumis à prélèvement libératoire ».

II. Déclaration des gains de cessions des parts

134. Le montant des cessions de parts de fonds communs de créances et de fonds communs de titrisation ne supportant pas de risques d'assurance émises pour une durée supérieure à cinq ans est porté dans la **zone AN** relative au montant total des cessions de valeurs mobilières.

III. Déclaration du boni de liquidation

135. 1. Le montant perçu est porté dans la **zone AR** de la rubrique « créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ».

2. En cas d'option pour le prélèvement libératoire, le montant du revenu brut sur lequel il est pratiqué doit être indiqué **zone BN** et le montant du prélèvement **zone BP** de la rubrique « Revenus soumis à prélèvement libératoire ».

³¹ Doivent également figurer dans cette zone, lors du dénouement ou du rachat partiel d'un bon ou contrat en unités de compte issu de la transformation d'un contrat d'assurance-vie ou d'un bon ou contrat de capitalisation « en euros » en bon ou contrat en unité de compte (amendement FOURGOUS), les produits soumis, lors de leur inscription en compte, aux contributions et prélèvements sociaux et assimilés à des primes versées à la date de ladite transformation.

C. REVENUS DISTRIBUES ET INTERETS DE COMPTES COURANTS D'ASSOCIES PERCUS PAR LES ASSOCIES DE SOCIETES D'EXERCICE LIBERAL (SEL)

L'article 22 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (n° 2008-1330 du 17 décembre 2008) soumet, le cas échéant (cf. ci-après), aux cotisations et contributions sociales dues au titre des revenus d'activité une fraction des revenus perçus, sous forme de revenus distribués ou d'intérêts de comptes courants d'associés, par les associés des sociétés d'exercice libéral (SEL), soumises à l'impôt sur les sociétés, qui y exercent leur activité professionnelle et relèvent du régime social des travailleurs non salariés non agricoles.

Ainsi, l'assiette des cotisations et contributions sociales sur les revenus d'activité dues par ces associés comprend la fraction des revenus distribués et des intérêts payés qui excède 10 % du capital social, des primes d'émission et des sommes versées en compte courant. Corrélativement, cette fraction des revenus distribués et des intérêts n'est pas comprise dans l'assiette des prélèvements sociaux dus au titre des revenus du patrimoine ou des produits de placement.

Il s'ensuit que, lorsque les revenus distribués et les intérêts des comptes courants d'associés sont imposables à l'impôt sur le revenu au barème progressif, doivent être déclarés :

- en **zone AY, AZ et/ou AX** (selon la nature des revenus³²), le montant total des revenus distribués et/ou des intérêts des comptes courants perçus par l'associé.

- en **zone BU**, la fraction des revenus distribués et des intérêts des comptes courants perçus par l'associé n'excédant pas le seuil de 10 % et imposée aux prélèvements sociaux ;

- en **zone BS**, la fraction des revenus distribués et des intérêts des comptes courants perçus par l'associé excédant 10 % et imposée aux cotisations et contributions sur les revenus d'activité.

Remarque : lorsque les revenus distribués et les intérêts des comptes courants d'associés sont imposés, sur option du contribuable, au prélèvement forfaitaire libératoire, prévu, selon le cas, à l'article 117 quater ou 125 A du CGI, le montant total des revenus distribués et/ou des intérêts des comptes courants perçus par l'associé doit être déclaré en **zone BW** et/ou **BN**³³ ; le montant du prélèvement correspondant doit être porté en **zone BP**.

CHAPITRE TROISIEME : CONTENU DETAILLE DU FEUILLET N° 2561 BIS

136. Le **feuillelet n° 2561 bis** comporte les renseignements relatifs aux marchés à terme, bons d'option, marchés d'options négociables, fonds communs d'intervention sur les marchés à terme, sociétés de capital-risque, fonds communs de placement à risques et fonds de placement immobilier.

Les utilisateurs de la procédure TD-RCM se reporteront au cahier des charges pour connaître les modalités de saisie des zones correspondantes.

137. Les mentions spécifiques aux opérations faites par le bénéficiaire, pour compte de tiers et les informations générales sont exposées au chapitre deux (§ 56 à 71).

Section 1 :

Marchés à terme, fonds communs d'intervention sur les marchés à terme, bons d'option, marchés d'options négociables

138. Les obligations déclaratives des établissements et des personnes qui tiennent le compte des opérations réalisées en France ou à l'étranger par leurs clients sont fixées :

- pour les marchés à terme d'instruments financiers ou de marchandises, par les articles 41 septdecies J et K de l'annexe III au CGI ;

- pour les bons d'option, par les articles 41 septdecies R et 41 septdecies S de l'annexe III au CGI ;

- pour les opérations sur un marché d'options négociables, par les articles 41 septdecies N et 41 septdecies O de l'annexe III au CGI ;

- pour les fonds communs d'intervention sur les marchés à terme, par les articles 41 septdecies U et 41 septdecies V de l'annexe III au CGI.

³² Zone AY pour les revenus distribués répondant aux conditions d'éligibilité à l'abattement de 40 %, zone AZ pour les autres revenus distribués et zone AX pour les intérêts des comptes courants d'associés

³³ Zone BW pour les revenus distribués et zone BN pour les intérêts de comptes courants d'associés

Sous-Section 1 :
Marchés à terme, bons d'option, marchés d'options négociables

139. Doit désormais être déclaré le montant des profits ou des pertes, et non plus celui des encaissements et des décaissements, se rapportant aux opérations réalisées au cours de l'année civile au titre de laquelle la déclaration est établie.

A. OPERATIONS REALISEES EN FRANCE

140. Il y a lieu de porter distinctement le montant des profits et des pertes aux **zones DJ ou DK** englobant l'ensemble des opérations.

En cas de livraison de titres, le montant des titres livrés, évalués au cours d'ouverture à la date d'assignation du vendeur, doit également figurer dans la rubrique « Montant total des cessions de valeurs mobilières » **zone AN** du feuillet n° 2561.

B. OPERATIONS REALISEES A L'ETRANGER

141. Il y a lieu de porter distinctement le montant des profits et des pertes aux **zones DL ou DM**, englobant l'ensemble des opérations.

Sous-Section 2 :
Fonds communs d'intervention sur les marchés à terme

142. Le montant des cessions ou des rachats de parts doit être porté **zone DN**.

Section 2 :
Fonds communs de placement à risques (FCPR) et sociétés de capital-risque (SCR)

Sous-Section 1 :
FCPR

A. PRINCIPE

143. Les souscripteurs personnes physiques de parts de FCPR « fiscaux » bénéficient, sous réserve du respect de certaines conditions, d'un régime fiscal favorable qui consiste en une exonération des produits et des plus-values (distribution d'une fraction des actifs) distribués par le fonds et des gains de cession ou de rachat des parts (I et II de l'article 163 quinquies B et III de l'article 150-0 A du CGI).

De même, pour les entreprises, la détention et la cession de parts de FCPR « fiscaux », ainsi que la distribution d'une fraction des actifs de ces FCPR, bénéficient, sous certaines conditions, de modalités d'imposition favorables.

En revanche, les porteurs de parts de FCPR fiscaux non-résidents, personnes physiques ou morales, ne bénéficient d'aucun régime fiscal particulier et sont soumis au titre des distributions de produits du fonds, des cessions ou rachats de parts et des opérations assimilées au régime d'imposition de droit commun.

B. OBLIGATIONS DECLARATIVES

144. En application de l'article 41 duovicies G de l'annexe III au CGI, les FCPR doivent fournir les renseignements suivants :

- dénomination du fonds **zone EB** ;
- valeur globale des apports en nature de titres effectués dans l'année : **zone EG** ;
- lorsqu'un propriétaire de parts a détenu plus de 10 % des parts pendant une partie de l'année, la période de dépassement et le nombre de parts détenues : **zone EL, EM, EN**.

Par exception au principe d'unicité de déclaration par bénéficiaire, si au cours de l'année il y a eu plusieurs distributions successives par un fonds d'une fraction de ces actifs, un enregistrement sera généré pour chaque distribution. Il en est également ainsi lorsque la même personne a détenu plus de 10 % des parts du fonds au cours de plusieurs périodes.

145. a) Le porteur de parts est une personne physique ou morale résident

En cas de dissolution du fonds ou de distribution par le fonds d'une fraction de ces actifs entraînant une annulation partielle des parts :

- la date de la dissolution ou de la distribution des avoirs : **zone EE** ou **EF**;
- le nombre de parts au moment de l'opération : **zone EH** ;
- la valeur moyenne pondérée d'acquisition des parts annulées : **zone EI** ;
- le montant des attributions ou de la distribution : **zone EJ** ;

En cas de distribution par le fonds d'une fraction de ses actifs sans annulation des parts :

- la date de distribution : **zone ED** ;
- le nombre de parts au moment de l'opération : **zone EH**;
- la valeur moyenne pondérée d'acquisition des titres : **zone EI** ;
- le montant de la distribution : **zone EJ**.

ATTENTION : en cas d'application des exonérations de l'article 163 quinquies B et du 1 du III de l'article 150-0 A du CGI, le montant des produits distribués par le FCPR et des distributions par le fond d'une fraction de ses actifs, ainsi que les plus-values de cessions ou de rachats portant sur les titres de ces fonds, doivent être mentionnés en **zone ET**.

En cas de non-application des exonérations précitées :

- la **zone AN** relative au montant des cessions de valeurs mobilières doit en outre mentionner le montant des distributions d'une fraction des actifs, des cessions et des rachats portant sur ces titres ;

- les produits distribués par les FCPR constituent des revenus de capitaux mobiliers et sont déclarés comme les produits distribués par des fonds communs de placement (FCP).

146. b) Le porteur de parts est une personne physique ou morale non résidente

En cas de dissolution du fonds ou de distribution par le fonds d'une fraction de ces actifs entraînant une annulation partielle des parts :

- Idem que si le porteur de parts est une personne physique résidente.

En cas de distribution par le fonds d'une fraction de ses actifs sans annulation des parts :

- Idem que si le porteur de parts est une personne physique résidente.

Les porteurs de parts non-résidents ne bénéficient d'aucun régime spécifique du fait de la détention de parts de FCPR « fiscaux ». Le régime fiscal des distributions et des plus ou moins-values de cession de parts de FCPR « fiscaux » est identique à celui des parts de FCP.

Les produits distribués par les FCPR sont déclarés comme des revenus de capitaux mobiliers et doivent figurer en **zones BN** et **BP**.

Les gains réalisés par un non-résident à l'occasion de la cession et du rachat de parts de FCPR ou à l'occasion des opérations assimilées sont en général exonérés d'impôt français en application de l'article 244 bis C du CGI. Dans ce cas, ils ne doivent pas alimenter la **zone AN**.

Sous-Section 2 :
Sociétés de capital-risque (SCR)

147. Les distributions des sociétés de capital-risque bénéficient du régime fiscal de faveur défini à l'article 163 quinquies C du CGI lorsqu'elles sont versées à des personnes physiques.

De même, pour les entreprises, certaines distributions de SCR ainsi que la cession des actions de ces sociétés bénéficient, sous certaines conditions, de modalités d'imposition favorables.

A. OBLIGATIONS DECLARATIVES

148. Sont à mentionner sur l'IFU :

- **zone DP** : les produits exonérés d'impôt sur le revenu dont bénéficient les personnes physiques en application du régime de faveur prévu au 2 du II de l'article 163 quinquies C du CGI, ainsi que les plus values exonérées lors de la cession des actions de la SCR en application du régime de faveur prévu au III de l'article 150-0 A du CGI ;

- **zone DO** : les produits soumis à l'impôt suivant un régime dérogatoire (distributions imposées suivant le régime des plus-values à long terme pour les entreprises, imposition à 19 % lorsque le bénéficiaire est une personne physique) ;

- et les distributions soumises à l'impôt dans les conditions de droit commun³⁴.

B. CONSEQUENCES DE LA SORTIE D'UNE SCR DE SON STATUT PARTICULIER POUR LES ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES

149. La remise en cause de l'exonération d'impôt sur les sociétés d'une SCR au titre d'un exercice entraîne la perte des régimes particuliers attachés aux distributions de l'exercice considéré. En effet, lorsqu'une SCR perd son régime particulier d'imposition, ses distributions deviennent imposables dans les conditions de droit commun. En conséquence, la SCR concernée dépose une déclaration IFU (rectificative, le cas échéant) au nom de chaque actionnaire en raison des incidences pour ces derniers du non-respect des conditions d'application du régime des SCR.

Pour éviter aux actionnaires personnes physiques une double imposition aux prélèvements sociaux (CSG, CRDS, prélèvement social et contributions additionnelles à ce prélèvement), il convient de déclarer le montant de ces distributions, non seulement à la rubrique habituelle, mais également dans la **zone DQ** « Répartitions de FCPR et distributions de SCR » relative aux produits pour lesquels les prélèvements sociaux ont déjà été appliqués (cf. n° 150).

Sous-Section 3 :

Produits pour lesquels les prélèvements sociaux ont déjà été appliqués (zone DQ)

150. Les distributions des fonds communs de placement à risques et les distributions de sociétés de capital-risque bénéficiant des exonérations d'impôt sur le revenu prévues par les articles 163 quinquies B et 163 quinquies C du CGI sont soumises en 2011 à la CSG, à la CRDS, au prélèvement social de 2,2 ou 3,4 %³⁵ selon le cas et aux contributions additionnelles à ce prélèvement de 0,3 % et de 1,1 % lors de leur versement selon le régime des revenus de placement.

En cas de perte du régime de faveur, ces produits pourraient en outre être soumis aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine, lors de leur déclaration à l'impôt sur le revenu.

Afin d'éviter une double imposition, il convient, dans cette dernière situation, de les déclarer, non seulement dans leur rubrique habituelle, mais également dans la rubrique « Produits ayant déjà supporté les prélèvements sociaux » dans la **zone DQ**.

Ainsi, doivent figurer dans la **zone DQ** en cas de perte du régime de faveur (pour non-respect des conditions) :

- les distributions des fonds communs de placement à risques (FCPR) qui ont été exonérées d'impôt sur le revenu, mais initialement soumises aux prélèvements sociaux sur les revenus de placement, et qui deviennent imposables à l'impôt sur le revenu ;

- les distributions des sociétés de capital-risque (SCR) qui ont été exonérées d'impôt sur le revenu, mais initialement soumises aux prélèvements sociaux, et qui deviennent imposables à l'impôt sur le revenu.

³⁴ Lorsque la SCR procède au couponnage de ses revenus, ces derniers peuvent ouvrir droit à l'abattement de 40 %.

³⁵ Le taux sera de 2,2 % pour la part acquise ou constatée des produits avant le 1^{er} octobre 2011 et de 3,4 % pour la part acquise ou constatée des produits à compter du 1^{er} octobre 2011.

Section 3 :
Parts ou actions de « *carried interest* » des FCPR, des SCR
et des autres entités d'investissement de capital-risque européennes

151. Les membres des équipes de gestion des structures d'investissement de capital-risque peuvent, sous certaines conditions, bénéficier sur les distributions et les gains de cession de leurs parts ou actions de « *carried interest* » du régime d'imposition des plus-values de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux des particuliers prévu à l'article 150-0 A du CGI.

Ce régime, d'abord prévu par voie doctrinale (BOI 5-1-2-02), ci-après dénommé « ancien régime », a été légalisé et aménagé par l'article 15 de la loi de finances pour 2009 (n° 2008-1425 du 27 décembre 2009). Il s'agit dans les développements ci-après du « nouveau régime ». L'article 21 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 (n° 2009-1646 du 24 décembre 2009) a complété le nouveau régime des parts ou actions de « *carried interest* » d'un volet social et déclaratif.

A. OBLIGATIONS DECLARATIVES LIEES A L'ANCIEN REGIME DU CARRIED INTEREST

152. Dans les conditions prévues au BOI 5 I-2-02 du 28 mars 2002, les sommes ou valeurs auxquelles les parts de FCPR ou les actions de SCR de « *carried interest* », détenues par les membres des équipes de gestion de ces fonds ou sociétés, donnent droit sont soumises à l'impôt sur le revenu suivant le régime des plus-values de cessions des valeurs mobilières et des droits sociaux des particuliers.

A défaut du respect des conditions précisées dans le BOI précité, les produits de ces actions sont imposés dans les conditions de droit commun.

Demeurent concernées par ces dispositions :

- les parts de « *carried interest* » des FCPR créés avant le 30 juin 2009 ;
- les actions de « *carried interest* » des SCR émises avant le 30 juin 2009.

Ces sommes ou valeurs sont à déclarer dans la **zone AN**, comme doit l'être également le montant des cessions ou rachats de ces parts ou actions de « *carried interest* ».

B. OBLIGATIONS DECLARATIVES LIEES AU NOUVEAU REGIME DU CARRIED INTEREST

153. L'article 15 de la loi de finances pour 2009 précitée a légalisé, tout en l'aménageant, le régime fiscal des parts ou actions de « *carried interest* » qui est codifié à l'article 80 quinquies, au 8 du II de l'article 150-0 A et au 1 du II de l'article 163 quinquies C du CGI.

Ainsi, l'article 15 de la loi de finances pour 2009 a :

- aménagé les conditions doctrinales existantes, en prévoyant notamment un montant minimum d'investissement dans un FCPR ou une SCR par les bénéficiaires de parts ou actions de « *carried interest* » ;
- étendu le régime, ainsi aménagé, aux autres entités d'investissement de capital-risque européennes.

Sont concernés par ce régime commenté dans l'instruction administrative du 29 décembre 2009, publiée au *bulletin officiel des impôts* (BOI) sous la référence 5 C-1-10, les salariés ou dirigeants soumis au régime des salariés qui détiennent des parts ou actions de « *carried interest* » :

- des sociétés de gestion des FCPR,
- des SCR et des autres entités d'investissement de capital-risque européennes,
- des sociétés qui réalisent des prestations de service liées à la gestion des FCPR, des SCR et des autres entités d'investissement de capital-risque européennes.

Lorsque l'ensemble des conditions prévues sont satisfaites, les intéressés sont imposés selon le régime des plus-values de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux des particuliers sur :

- les distributions d'une fraction de ses actifs par le FCPR ;
- les distributions prélevées sur des plus-values nettes de cession de titres réalisées par la SCR ;
- les distributions représentatives des plus-values réalisées par une autre entité d'investissement de capital-risque européenne ;
- les gains de cession ou de rachats de leurs parts ou actions de « *carried interest* » d'un FCPR, d'une SCR ou d'une autre entité d'investissement de capital-risque européenne.

En revanche, lorsque l'une des conditions prévues pour bénéficier de ce régime n'est pas satisfaite, ces distributions et gains de cession sont imposés suivant les règles applicables aux traitements et salaires.

Dans le cadre de la définition du régime social des parts ou actions de « carried interest », le II de l'article 21 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 précitée a institué une nouvelle obligation déclarative spécifique, prévue à l'article 242 ter C du CGI : les sociétés de gestion des FCPR, les SCR, les autres entités d'investissement de capital-risque européennes et les sociétés qui réalisent des prestations de services liées à la gestion des FCPR, des SCR et des autres entités d'investissement de capital-risque européennes doivent porter sur la déclaration IFU pour chacun de leurs salariés ou dirigeants soumis au régime des salariés, en précisant leur identité et adresse, le détail de ces distributions et gains de cession liés aux parts ou actions de « carried interest », qu'ils soient imposables selon le régime des plus-values de cession de valeurs mobilières et de droits sociaux des particuliers ou selon le régime des traitements et salaires.

Ces nouvelles obligations déclaratives s'appliquent aux distributions et gains de cession afférents :

- aux parts de « carried interest » des FCPR créés à compter du 30 juin 2009 ;
- aux parts ou actions de « carried interest » des SCR et des autres entités d'investissement de capital-risque européennes émises à compter de la même date.

Ainsi, doivent être mentionnés distinctement, selon le cas :

- dans la **zone CB**, le montant des gains nets de cession (ou de rachat) ou distributions imposables à l'impôt sur le revenu, au nom du bénéficiaire concerné, selon les règles applicables aux plus-values de cession de valeurs mobilières des particuliers ;

- dans la **zone CE**, le montant des gains nets de cession (ou de rachat) ou distributions imposables à l'impôt sur le revenu, au nom du bénéficiaire concerné, selon les règles applicables aux traitements et salaires.

154. L'article L. 137-18 du code de la sécurité sociale, issu de l'article 21 de la loi n° 2009-1646 de financement de la sécurité sociale pour 2010, a institué une contribution salariale spécifique de 30 % assise sur les distributions et gains auxquels donnent droit les parts ou actions de « carried interest » de structures et d'entités européennes lorsque lesdits distributions et gains sont imposables à l'impôt sur le revenu selon les règles applicables aux traitements et salaires.

Cette contribution, libératoire de l'ensemble des cotisations, contributions et prélèvements sociaux, est due par les bénéficiaires des parts ou actions de « carried interest » et elle est recouvrée par voie de rôle.

Elle s'applique aux distributions et gains nets afférents aux FCPR créés à compter du 1^{er} janvier 2010 et, pour les SCR et autres entités de capital-investissement européennes, aux distributions et gains nets afférents aux actions et droits émis depuis le 1^{er} janvier 2010.

Section 4 : Fonds de placement immobilier (FPI)

155. L'imposition des porteurs de parts est limitée à la quote-part des revenus et profits distribués par le fonds.

Cette quote-part est fixée à 85 % du revenu net procuré par les biens immobiliers³⁶ et mobiliers détenus en direct ou par l'intermédiaire de sociétés de personnes transparentes fiscalement et à 85 % du profit retiré, dans les mêmes conditions, de la cession de biens immobiliers³⁷ ou mobiliers.

Les revenus et profits conservent leur qualification propre et sont, en conséquence, imposés selon le cas :

1) pour les revenus :

- dans la catégorie des revenus fonciers, pour la fraction distribuée du revenu net, afférente aux biens immobiliers. Outre le bénéfice foncier net, le détail des recettes brutes imposables, des charges communes admises en déduction et des intérêts d'emprunt doit être mentionné. Le détail de ces sommes est fourni par la société de gestion ;

- dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers, pour le solde.

³⁶ La fraction du revenu net procuré par les biens immobiliers est, le cas échéant, diminuée d'un abattement forfaitaire égal à 1,5 % du prix de revient des immeubles détenus directement par le fonds.

³⁷ La fraction du profit net retiré de la cession de biens immobiliers est, le cas échéant, diminuée du montant de l'abattement pour durée de détention prévu au I de l'article 150 VC du code général des impôts.

2) pour les plus-values :

- selon le régime des plus-values immobilières, pour la fraction distribuée au titre du profit retiré de la cession de biens immobiliers ou de parts de sociétés à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 UB du CGI. L'impôt est prélevé à la source.

- sous la forme d'un coupon de plus-value mobilière dans les conditions mentionnées à l'article 150-0-F du code général des impôts, pour la fraction distribuée au titre du profit retiré de la cession de biens mobiliers ou de participations autres que les parts de sociétés à prépondérance immobilière précitées.

Section 5 :

Opérations en capital relatives aux bons de caisse, bons du Trésor et bons ou contrats de capitalisation ayant donné lieu à déclaration d'identité et de domicile fiscal

156. Les modalités déclaratives des produits afférents aux bons de caisse, bons du Trésor et bons ou contrats de capitalisation sont précisées à la sous-section 5 de la section 3 du chapitre deuxième (n° 94 à 97).

Sont visées ici les opérations en capital (capital souscrit, capital remboursé) portant sur les placements visés au 1° bis du II de l'article 125-0 A et au 2° du III bis de l'article 125 A du CGI lorsque l'option pour le régime de l'anonymat n'a pas été exercée.

L'option pour le régime de l'anonymat ou du nominatif doit être exercée :

- au plus tard lors du paiement des intérêts pour les bons ou contrats souscrits avant le 01/01/1998 ;
- dès la souscription pour les bons ou contrats souscrits à compter du 01/01/1998.

157. • La rubrique « capital souscrit » (**zone CG**) doit être complétée au titre de l'année d'émission ou de souscription des bons ou contrats concernés pour le souscripteur et éventuellement pour la personne qu'il désigne, uniquement pour les bons ou contrats émis ou souscrits à compter du 1^{er} janvier 1998. Le montant à faire figurer **zones CG** correspond au montant des versements éventuellement augmenté des intérêts précomptés.

• La rubrique « Capital remboursé » (**zone CI**) doit être complétée pour tous les bons ou contrats, quelle que soit leur date d'émission, en cas de paiement des intérêts à l'échéance ou en cours de vie du bon ou du contrat. Toutefois, pour les bons ou contrats émis ou souscrits à compter du 1^{er} janvier 1998, elle doit être utilisée uniquement lorsque la personne qui vient au remboursement est le souscripteur ou le bénéficiaire initialement désigné ou lorsque la personne qui vient au remboursement apporte la preuve qu'elle est l'ayant droit du souscripteur ou celui du bénéficiaire désigné initialement par le souscripteur et que la mutation à titre gratuit qui l'a rendu propriétaire a été déclarée à l'administration (dans le cas contraire, c'est le régime de l'anonymat fiscal qui s'applique).

Le capital remboursé est constitué par le montant du remboursement diminué du montant des intérêts payés.

Les sommes qui ont le caractère d'intérêts doivent toujours être portées dans les zones correspondant à la nature du produit et à son régime fiscal : les intérêts des bons de caisse, y compris le cas échéant les intérêts précomptés lors de leur souscription, seront déclarés **zone AR** (option pour le prélèvement libératoire non exercée) ou **BN** (intérêts soumis au prélèvement libératoire) et les intérêts des bons (ou contrats) de capitalisation seront déclarés selon leur durée et le régime choisi par le bénéficiaire **zones AV** (produits imposables au barème de l'impôt sur le revenu des bons d'une durée inférieure à huit ans, y compris les intérêts précomptés lors de la souscription de bons de capitalisation), **AM** (produits imposables des bons bénéficiant de l'abattement prévu à l'article 125-0 A du CGI et soumis au prélèvement libératoire), **BG** (produits imposables des bons bénéficiant de l'abattement prévu à l'article 125-0 A du CGI et soumis à l'impôt sur le revenu), **BN** (produits autres que ceux déclarés zone AM soumis au prélèvement libératoire) ou **BB** (produits exonérés).

CHAPITRE QUATRIEME : CONTENU DETAILLE DU FEUILLET N° 2561 TER

158. En application de l'article 242 ter du CGI, le déclarant doit remettre à son client, dans tous les cas, un état reprenant les informations transmises à l'administration fiscale.

Ce document ne constitue toutefois pas la copie conforme des feuillets envoyés à l'administration fiscale. Cette pièce qui porte le **numéro 2561 ter** se compose de **deux parties** :

- la première correspond au **certificat de crédit d'impôt** prévu par la loi (articles 77 et 78 de l'annexe II au CGI). Cette partie doit être conforme au modèle défini par l'administration reproduit en annexe 3. Il doit être joint par le contribuable à l'appui de sa déclaration d'ensemble des revenus, sauf en cas de télédéclaration où il doit simplement être conservé et produit à la demande de l'administration fiscale le cas échéant ;

- la deuxième partie, dont la présentation est laissée au choix des établissements payeurs, doit mentionner l'intégralité des informations qu'ils fournissent à l'administration fiscale en application du I de l'article 49 de l'annexe III au CGI. Elle doit notamment comporter tous les **renseignements utiles au contribuable pour remplir sa déclaration d'ensemble des revenus** (n° 2042) et/ou également sa déclaration de plus-values sur cessions de valeurs mobilières et titres assimilés (n° 2074).

Section 1 :
Justificatif de crédit d'impôt (feuille 2561 ter « première partie »)

159. Cette partie du document doit être jointe par le bénéficiaire à sa déclaration d'ensemble des revenus, sauf en cas de télédéclaration où il doit simplement être conservé et produit à la demande de l'administration fiscale le cas échéant.

Outre les renseignements relatifs au montant du crédit d'impôt, ce document comporte, le cas échéant, le montant des revenus soumis à prélèvement libératoire et sert de support à une restitution éventuelle du prélèvement forfaitaire libératoire appliqué aux produits des contrats d'assurance-vie et de bons de capitalisation pouvant bénéficier de l'abattement prévu à l'article 125-0 A du CGI.

Pour faciliter les obligations déclaratives des bénéficiaires des revenus, le justificatif 2561 ter mentionne dans chacune des rubriques concernées, les renvois aux lignes correspondantes de la déclaration d'ensemble des revenus de 2011³⁸.

Section 2 :
Informations à remettre au client (feuille 2561 ter « deuxième partie »)

160. Ce document à remettre obligatoirement au client doit comporter le détail de l'ensemble des opérations réalisées dans l'année par ce même client qui figure aussi bien sur le feuillet 2561 que sur les feuillets 2561 bis et 2561 quater transmis à l'administration fiscale.

Ce document doit distinguer notamment :

- les revenus imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu ;
- les revenus exonérés ;
- les opérations en capital sur les bons de caisse, bons de capitalisation et placements de même nature.

Ce document doit donc mentionner distinctement, par nature et en fonction de leur régime fiscal, le montant brut des revenus payés.

A titre indicatif, il est rappelé que ce document doit comporter **les informations suivantes dont la liste n'est pas limitative** :

- le montant des cessions de valeurs mobilières et, le cas échéant, des plus-values correspondantes ;
- les renseignements relatifs au plan d'épargne en actions (PEA) et au plan d'épargne populaire (PEP) ;
- le montant des cotisations ou primes versées dans le cadre de PERP et produits d'épargne retraite assimilés ou dans le cadre de contrats « Madelin » ou « Madelin agricole ». A cet effet, la production de ce document se substitue aux attestations que les organismes gestionnaires doivent remettre à leur client en application des articles 41 ZZ quater et 41 DN ter de l'annexe III au CGI ;
- le montant des profits, gains ou pertes réalisés sur les marchés à terme, bons d'option, marchés d'options négociables ;
- le montant des cessions ou des rachats de parts sur les FCIMT ;
- les renseignements relatifs aux fonds communs de placement à risques et sociétés de capital-risque ;
- les produits, gains et pertes se rapportant aux titres de créances mentionnés au 1° bis du III bis de l'article 125 A du CGI ;

³⁸ Le modèle qui figure en annexe comporte ces renvois, sous réserve d'adaptations de la déclaration d'ensemble des revenus n° 2042, liées au vote de la loi de finances.

- les fonds de placement immobilier.

Les modalités pratiques de communication au bénéficiaire de ces renseignements sont laissées à l'appréciation des déclarants. Ils peuvent utiliser la partie restée libre sur le feuillet 2561 ter ou remettre à leur client un document distinct.

Toutefois, un modèle type de feuillet 2561 ter reprenant les rubriques de la déclaration 2042, destiné à faciliter les obligations déclaratives des contribuables, est proposé sur le site Internet : impots.gouv.fr.

Il est rappelé que les sommes portées sur la ligne « Montant des frais venant en déduction » dudit document sont reportées par les bénéficiaires des revenus pour le montant indiqué sur la ligne CA de la rubrique « Revenus des valeurs et capitaux mobiliers » de la déclaration n° 2042. Elles ne peuvent comprendre les frais relatifs aux revenus de créances, aux revenus ayant supporté le prélèvement libératoire ou aux revenus exonérés.

Les bénéficiaires devront recevoir ce document dans un délai compatible avec la date de souscription de leur déclaration d'ensemble des revenus.

CHAPITRE CINQUIEME : CONTENU DETAILLE DU FEUILLET N° 2561 QUATER

161. Les établissements payeurs doivent joindre à la déclaration annuelle des opérations sur valeurs mobilières un état des intérêts de créances de toute nature et produits assimilés entrant dans le champ de la directive « épargne » (Cf. BOI 5 I-3-05):

- payés au cours de l'année précédente à un bénéficiaire effectif domicilié hors de France dans un autre État membre de la Communauté européenne ;

- ou, s'agissant d'une entité n'ayant pas formulé l'option pour la déclaration de ces intérêts lors de leur reversement à un bénéficiaire effectif, reçus au cours de l'année précédente pour la quote-part revenant à un bénéficiaire effectif domicilié hors de France dans un autre État membre de la Communauté européenne.

Cet état « directive » se présente sous la forme du feuillet n° 2561 quater. Il comprend, outre les éléments d'identification du déclarant et du bénéficiaire, le montant des intérêts de créances de toute nature et produits assimilés.

Les adhérents de la procédure TD-RCM déposeront cet état « directive » sur support informatique. Les déclarants se reporteront au cahier des charges TD-DE pour connaître les modalités de saisie des zones correspondantes.

Section 1 : Mentions spécifiques aux opérations faites par le bénéficiaire

162. La **zone IB** « Code bénéficiaire » du feuillet 2561 quater est servie de la lettre :

- X lorsque le bénéficiaire est une personne physique ;
- Y lorsque le bénéficiaire est un organisme ou une entité interposés établis hors de France dans un autre État membre de la Communauté européenne qui n'a pas exercé l'option lui permettant de se placer sous le régime de la déclaration des intérêts au moment de leur paiement.

A. NOM ET ADRESSE DU BENEFICIAIRE

I. Pour les personnes physiques

163. 1. Nom du bénéficiaire

Il s'agit du nom de naissance (**zone YC**) et du(des) prénom(s) (**zone YD**) du bénéficiaire.

En aucun cas, le nom d'usage ne devra être substitué au nom de naissance sur la déclaration adressée à l'administration.

- Femmes mariées

La femme n'est pas tenue de donner son nom marital. Mais, si l'établissement payeur détient cette information, il peut la mentionner **zone IO** « nom marital ».

- Compte joint entre époux.

Il convient d'établir une déclaration au nom de monsieur et une au nom de madame.

- Démembrement de propriété.

La déclaration est établie au nom de l'usufruitier pour le revenu, et du nu-propiétaire pour les opérations en capital.

2. Adresse

L'adresse du bénéficiaire portée sur le feuillet n° 2561 quater doit être obligatoirement celle du dernier domicile connu au 1er janvier de l'année de souscription de l'état « directive ». Si le bénéficiaire a changé de domicile en cours d'année, c'est le domicile au 31 décembre de l'année des revenus qui détermine la souscription de l'état « directive ». Il est interdit de générer plus d'un état « directive ».

Elle doit être présentée selon l'ordre suivant :

- **Zone YF** : complément d'adresse (bâtiment, escalier, appartement, etc.) ;
- **Zone YG** : numéro dans la voie et indice de répétition (bis, ter, quater...)
- **Zone YH** : nature et nom de la voie ;
- **Zone YI** : commune ;
- **Zone YJ** : code postal, sauf pour les résidents d'Irlande (à l'exception de ceux de Dublin) et de Montserrat où il n'y pas de code postal ;
- **Zone YA** : libellé pays ;
- **Zone YB** : code ISO 3166 du pays en vigueur.

II. Pour les entités sans personnalité morale

164. 1. Désignation

Il s'agit de la dénomination ou raison sociale (**Zone YE**).

2. Adresse

Il s'agit de l'adresse du siège social ou du principal établissement au 1er janvier de l'année de souscription de l'état « directive ».

Elle doit être présentée comme pour un bénéficiaire personne physique.

B. COMPLEMENTS D'IDENTIFICATION

165. L'identification d'une personne physique ne peut être exacte que si la date et le lieu de naissance sont fournis avec précision :

1. Date de naissance

Son indication est obligatoire et doit être portée **zone II** (année, mois, jour sous la forme AAAAMMJJ) ;

2. Lieu de naissance

- Pour les personnes nées en France, le libellé de la commune, le département de naissance, et le code ISO 3166 du pays (égal à FR) doivent être indiqués respectivement **zones IL, IM** et **IP** ;

- Pour les personnes nées hors de France ou dans les pays et territoires français d'outre-mer (PTOM), il convient d'indiquer le libellé de la commune de naissance **zone IL**, le code INSEE du pays ou du PTOM **zone IM** et **IK** et le code ISO 3166 du pays ou du PTOM **zone IP**.

3. NIF.

Pour les relations contractuelles établies à compter du 1^{er} janvier 2004 ou pour les transactions effectuées en l'absence de relation contractuelle à compter de cette même date, le numéro d'identification fiscale (NIF) du bénéficiaire doit être mentionné **zone IP**.

Section 2 : Informations générales

166. Les renseignements relatifs à l'identification du déclarant sont complétés d'indications sur le numéro de compte du bénéficiaire effectif ou d'identification de la créance (en cas d'utilisation du code ISIN) :

- la **zone ID** « Code établissement » est complétée du code banque ;
- la **zone IE** « Code guichet » est complétée du code de l'agence ;
- la **zone IF** « Références du compte ou numéro du contrat » porte, soit le numéro du compte y compris la clé (compte unique), soit le numéro du compte principal, soit la racine commune à l'ensemble des comptes du client dans l'établissement déclarant lorsque tous les comptes sont centralisés, soit le numéro du compte de regroupement, soit la mention « GUICHET » pour les opérations de paiement au guichet, soit le code ISIN identifiant la créance.

Si le déclarant est une compagnie d'assurance, c'est le numéro du contrat du client qui devra être porté dans cette zone. Si le bénéficiaire dispose de plusieurs contrats, porter le numéro du contrat le plus ancien en zone IF et la valeur 5 en zone IG « nature du compte ou du contrat » ; à défaut, le numéro de client sera accepté ;

- la **zone IG** porte le code correspondant à la « Nature du compte ou du contrat », c'est-à-dire :

1 pour les comptes bancaires ;

2 pour les contrats d'assurance ;

3 autres ;

- la **zone IH** porte le code correspondant au « Type de compte », c'est-à-dire :

1 pour le compte simple ;

2 pour le compte joint entre époux ;

3 pour le compte collectif ;

4 en cas d'indivision ;

5 en cas de succession ;

6 autres cas ;

- la **zone IA** porte le code correspondant à l'antériorité de la relation contractuelle :

« A » pour les relations contractuelles établies avant le 1^{er} janvier 2004 ;

« P » pour les relations contractuelles établies à compter du 1^{er} janvier 2004.

Pour les transactions effectuées en l'absence de relation contractuelle à compter du 1^{er} janvier 2004, la zone IA est servie de la lettre « P ».

Section 3 : Revenus à déclarer

167. Les revenus à déclarer sont (Cf. BOI 5 I-3-05) :

1. les produits des placements à revenu fixe conférant à leur détenteur un droit de créance, ainsi que les produits de cessions ou de rachats et les primes de remboursement attachés à ces placements. Il s'agit notamment :

- des revenus des titres d'emprunt négociables ;
- des revenus des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ;
- des produits des bons ou contrats de capitalisation nominatifs ;
- des produits de l'épargne « réglementée » ;
- des intérêts des obligations domestiques, internationales et autres titres de créances négociables sauf si les trois conditions suivantes sont remplies :
 - l'émission de ces titres est antérieure au 1^{er} mars 2001 ou leur prospectus d'émission d'origine a été visé avant cette date par les autorités compétentes d'une part, et aucune nouvelle émission de ces titres n'a été réalisée à compter du 1^{er} mars 2002, d'autre part ;

- ces titres contiennent des clauses de montant brut (« gross up ») ou de remboursement anticipé ;
- l'agent payeur est établi dans un Etat membre qui applique la retenue à la source (Luxembourg et Autriche) et paie les intérêts directement à un bénéficiaire effectif résidant dans un autre Etat membre.

2. les revenus réalisés lors de la cession, du remboursement ou du rachat de créances, de parts ou d'actions de certains OPCVM et assimilés, qui remplissent des conditions particulières d'investissement de leur actif.

**Sous-Section 1 :
Montant total des intérêts**

168. Doivent être portés en **zone IQ**, les intérêts de créances et produits assimilés payés ou inscrits en compte au cours de l'année civile directement au profit d'un bénéficiaire effectif. Le montant à déclarer est le montant « net », c'est-à-dire après application, le cas échéant, du prélèvement obligatoire prévu au III de l'article 125 A du CGI.

Doivent également être portés dans cette zone, les revenus de créances distribués à compter du 1^{er} juillet 2005 :

- directement par des OPCVM « coordonnés », par des « entités » ayant opté pour la déclaration des intérêts au paiement et tout organisme de placement (OPC) établi hors de la Communauté européenne ;
- ou par l'intermédiaire d'une « entité » établie dans un Etat membre de la Communauté européenne.

**Sous-Section 2 :
Montant total des cessions, rachats ou remboursements de créances, parts ou actions**

169. Doivent être portés en **zone IR** le montant des cessions, des remboursements, des rachats de créances, de parts ou d'actions de certains OPCVM et assimilés qui investissent, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'autres organismes ou entités de même nature, plus de 25 % de leur actif en créances et produits assimilés.

Le montant à déclarer est le montant « brut », c'est-à-dire sans déduction du montant des frais de cession, des opérations réalisées au cours de l'année civile.

Supprimer : BOI 5 A-1-11

Pour le Sous-Directeur,
Le Chef de Bureau,

Audran LE BARON



ANNEXE 1

2011



cerfa
N° 11426 * 13
N° 2561

DÉCLARATION RÉCAPITULATIVE DES OPÉRATIONS SUR VALEURS MOBILIÈRES ET REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS

DÉSIGNATION DU PAYEUR				INFORMATIONS GÉNÉRALES			
Raison sociale	ZM						
Complément d'adresse	ZN						
N° de la voie	ZO	Bis, ter, quater...		Code bénéficiaire	AB		
Nature et nom de la voie	ZP			Période de référence (MMJJ)	AC		
Commune (libellé)	ZQ			Code établissement	BO		
Code postal	ZR			Code guichet	AG		
Bureau distributeur	CR			Références du compte	AI		
N° SIRET au 31-12-2011	ZS			Nature du compte	AH		
N° SIRET au 31-12-2010 <i>(en cas de changement)</i>	ZT			Type de compte	BR		
DÉSIGNATION DU BÉNÉFICIAIRE				COMPLÉMENTS D'IDENTIFICATION DU BÉNÉFICIAIRE			
Nom de naissance	ZC			Date de naissance (AAAAMMJJ)	AC		
Prénoms	ZD			ou n° SIRET	CU		
ou raison sociale	ZE			Commune naissance (libellé)	AE		
Complément d'adresse	ZF						
N° de la voie	ZG	Bis, ter, quater...		Département naissance (code)	AF		
Nature et nom de la voie	ZH			Code sexe (1)	AO	1	2
Commune (libellé)	ZI			Nom marital	CT		
Code postal	ZJ						
MONTANT BRUT DES REVENUS À DÉCLARER				CRÉANCES, DÉPÔTS, CAUTIONNEMENTS, COMPTES, COURANTS			
Autres revenus	2TR	AV		Prélèvement libératoire non exercé	Gains	2TR	AR
Avances, prêt ou acomptes	2TS	AW			Pertes		AS
Revenus de valeurs mobilières et distributions non éligibles à l'abattement de 40 %	2TS	AZ		CESSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES			
Dont valeurs étrangères		BA		Montant total des cessions		AN	
Intérêts des comptes bloqués	2TR	AX		PLAN D'ÉPARGNE EN ACTIONS			
Revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 %	2DC	AY		Produits éligibles à l'abattement de 40 % des titres non cotés	2FU	BC	
Revenus exonérés		BB		Produits non éligibles à l'abattement de 40 % des titres non cotés	2TS	BQ	
Produits d'assurance vie bénéficiant d'un abattement soumis au prélèvement libératoire	2DH	AM		Crédit d'impôt sur titres non cotés étrangers	8TA	BT	
Produits d'assurance vie bénéficiant d'un abattement soumis à l'impôt sur le revenu	2CH	BG		Références du plan		BD	
				Date d'ouverture du plan		BE	
				Date du premier retrait		BF	
PLAN D'ÉPARGNE POPULAIRE							
Références du PEP		BK		En cas de clôture avant 5 ans ou PEA en perte	Montant ou nul des versements		BI
Date d'ouverture du PEP		BL			Valeur liquidative		BH
Montant des produits exonérés pour cas de force majeure		BM					
REVENUS SOUMIS À PRÉLÈVEMENT LIBÉRATOIRE				ÉPARGNE RETRAITE			
Base du prélèvement	2EE	BN		Cotisations PERP et assimilées	GRS	CV	
Montant du prélèvement		BP		Rachats de droits PREFON, COREM et C.B.D.S.	6SS	CW	
Établissement financier européen : base de la retenue à la source		BV		Cotisations des contrats «Madelin»	6QS	CX	
Produits distribués soumis au prélèvement	2DA	BW		Exercice ne coïncidant pas avec l'année civile (1)		CY	
PRODUITS POUR LESQUELS LES PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX ONT DÉJÀ ÉTÉ APPLIQUÉS				CRÉDIT D'IMPÔT			
Produits de PEP ou de bons ou contrats de capitalisation	2CG	BS		Crédit d'impôt restituable	2BG	AJ	
Autres revenus déjà soumis aux prélèvements	2BH	BU		Crédit d'impôt non restituable	2AB	AA	

Les renvois 2AB à 8TA correspondent aux lignes de la déclaration n° 2042. (1) Cocher la case utile

ANNEXE 2

2011



cerfa
N° 11426 * 13
N° 2561 bis

DÉCLARATION RÉCAPITULATIVE DES OPÉRATIONS SUR VALEURS MOBILIÈRES ET REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS

DESIGNATION DU PAYEUR				INFORMATIONS GÉNÉRALES			
Raison sociale	XM						
Complément d'adresse	XN						
N° de la voie	XO	Bis, ter, quater...		Code bénéficiaire	DB		
Nature et nom de la voie	XP			Période de référence (MMJJ)	DC		
Commune (libellé)	XQ			Code établissement	DD		
Code postal	XR			Code guichet	GA		
Bureau distributeur	DT			Références du compte	GC		
N° SIRET au 31-12-2011	XS			Nature du compte	GB		
N° SIRET au 31-12-2010 (en cas de changement)	XT			Type de compte	DS		
DESIGNATION DU BENEFICIAIRE				COMPLEMENTS D'IDENTIFICATION DU BENEFICIAIRE			
Nom de naissance	XC			Date de naissance (AAAA MMJJ)	DE		
Prénoms	XD			ou n° SIRET	FF		
ou raison sociale	XE			Commune naissance (libellé)	DG		
Complément d'adresse	XF						
N° de la voie	XG	Bis, ter, quater...		Département naissance (code)	DH		
Nature et nom de la voie	XH			Code sexe (1)	FE	1	2
Commune (libellé)	XI						
Code postal	XJ			Nom marital	DI		
MARCHÉS À TERME, D'OPTIONS NEGOCIABLES ET BONS D'OPTION				FONDS COMMUNS DE PLACEMENT À RISQUE			
Profits réalisés en France	3VG	DJ		Dénomination du fonds	EB		
Pertes réalisées en France	3VH	DK		Montant des distributions	EJ		
Profits réalisés à l'étranger	2TS	DL		Nombre de parts cédées	EC		
Pertes réalisées à l'étranger		DM		Période du dépassement	Du	EL	
					Au	EM	
FONDS COMMUNS D'INTERVENTION SUR LES MARCHÉS À TERME							
Montant des cessions ou des rachats de parts	DN			Nombre de parts détenues	EN		
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER (FPI)							
Dénomination du fonds	FA			Date	Dissolution du fonds	EE	
Recettes imposables	FD			AAAA	Distribution avec annulation	EF	
Charges déductibles	FY			MMJJ	Distribution sans annulation	ED	
Intérêts d'emprunts	FX			Nombre de parts au moment de l'opération			
Bénéfice foncier	4BA	FG		Valeur moyenne d'acquisition de la part			
Plus values mobilières	3VG	FC		Apports en nature des titres			
Plus values immobilières (pour mémoire)	FB			Revenus exonérés	3VC	ET	
				SOCIÉTÉS DE CAPITAL RISQUE (RÉGIME SPÉCIAL)			
PRODUITS POUR LESQUELS LES PRÉLEVEMENTS SOCIAUX ONT DÉJÀ ÉTÉ APPLIQUÉS							
Répartitions de FCPR ou distributions de SCR	2CG	DQ		Distributions taxables à 19%	3VL	DO	
				Distributions exonérées	3VC	DP	
				"CARRIED INTEREST" (article 242 ter C, CGI)			
				Distributions taxées en plus-values mobilières		CB	
				Distributions taxées en traitements et salaires		CE	
BONS DE CAISSE ET DE CAPITALISATION AYANT DONNÉ LIEU À DÉCLARATION D'IDENTITÉ ET DE DOMICILE FISCAL							
Capital souscrit	CG			Capital remboursé	CI		

: Les renvois 2CG à 4BA correspondent aux lignes de la déclaration n° 2042. (1) Cocher la case utile.

ANNEXE 3

2011



JUSTIFICATIF À PRODUIRE AUX SERVICES FISCAUX (*)
OPÉRATIONS SUR VALEURS MOBILIÈRES ET REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS

1^{re} PARTIE

DÉSIGNATION		DU PAYEUR		DU BÉNÉFICIAIRE	
Nom ou raison sociale					
Prénoms					
Complément d'adresse					
N°, nature ou nom de la voie					
Commune					
Code postal					
N° SIRET au 31-12-2011				Code bénéficiaire	
N° SIRET au 31-12-2010 <i>(en cas de changement)</i>				Les renvois 2AB, 2BG, 2DH, 2EE et 8TA correspondent aux lignes de la déclaration n° 2042 ou 2042 C	
INFORMATIONS GÉNÉRALES			COMPLÉMENTS D'IDENTIFICATION		
Période de référence				Date de naissance ou n° SIRET	
Guichet				Commune naissance (libellé)	
Références du compte ou numéro de contrat				Département (code)	
Crédit d'impôt (hors PEA)	2AB			Nom marital	
Autres crédits d'impôt restituables	2BG			Produits d'assurance vie bénéficiant d'un abattement soumis au prélèvement libératoire	
Crédit d'impôt sur titres non cotés étrangers détenus dans un PEA (1)	8TA			2DH	
Information facultative			Autres produits soumis à prélèvement libératoire		2EE
Montant des plus-values de cession de valeurs mobilières					

(1) Ce crédit d'impôt ne peut être utilisé que pour la fraction se rapportant aux produits imposables auxquels il s'attache.
 (*) Ce document doit être joint à la déclaration de revenus sauf en cas de télédéclaration où il doit simplement être conservé.

2^e PARTIE

•

ANNEXE 4

2011



N° 2561 quater

ÉTAT « DIRECTIVE »

DÉSIGNATION		DU PAYEUR		INFORMATIONS GÉNÉRALES			
Raison sociale	YM			Code de début de la relation contractuelle	IA		
Complément d'adresse	YN			Code bénéficiaire	IB		
N° de la voie	YO		Bis, ter, quater...	Code établissement	ID		
Nature et nom de la voie	YP			Code guichet	IE		
Commune (libellé)	YQ			Références du compte ou numéro du contrat	IF		
Code postal	YR			Nature du compte ou du contrat	IG		
Bureau distributeur	YU			Type de compte	IH		
N° SIRET au 31-12-2011	YS						
N° SIRET au 31-12-2010 <i>(en cas de changement)</i>	YT						
DÉSIGNATION		DU BÉNÉFICIAIRE		COMPLÉMENTS D'IDENTIFICATION DU BÉNÉFICIAIRE			
Nom de naissance	YC			Date de naissance (AAAAMJJJ)	II		
Prénoms	YD			Pays naissance (code ISO)	IJ		
ou raison sociale	YE			Commune naissance (code)	IK		
Complément d'adresse	YF			Commune naissance (libellé)	IL		
N° de la voie	YG		Bis, ter, quater...	Département naissance (code)	IM		
Nature et nom de la voie	YH			Code sexe (1)	IN	1	2
Commune (libellé)	YI			Nom marital	IO		
Code postal	YJ			Numéro d'Identification Fiscal	IP		
Pays (libellé)	YA						
Pays (code ISO)	YB						
INTÉRÊTS À DÉCLARER							
Montant total des intérêts		IQ		Montant total des cessions, rachats ou remboursements de créances, parts ou actions		IR	

(1) Cocher la case utile.

•

ANNEXE 5

DEPARTEMENT DE RESIDENCE OU DU PRINCIPAL ETABLISSEMENT DU DECLARANT	ADRESSE DE DEPOT DES FEUILLETS N° 2561, 2561 bis et 2561 quater
01 07 19 21 22 23 26 29 35 42 44 49 53 56 58 71 72 74 77 78 85 87 89 91 92 93 94 95	Direction Générale des Finances Publiques Service Tiers Déclarant BP 50000 49919 ANGERS CEDEX 9
02 08 10 14 25 27 38 39 50 51 52 54 55 57 59 60 61 62 67 68 69 70 73 76 80 88 90 97	Direction Générale des Finances Publiques Service Tiers Déclarant BP 3 59891 LILLE CEDEX 9
03 04 05 06 09 11 12 13 15 16 17 18 2A 2B 24 28 30 31 32 33 34 36 37 40 41 43 45 46 47 48 63 64 65 66 75 79 81 82 83 84 86	Direction Générale des Finances Publiques Service Tiers Déclarant BP 50000 63968 CLERMONT FERRAND CEDEX 9